Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC

Office fédéral des routes OFROU
Division Gestion et finances

20 avril 2020

Rapport sur les marchés publics de l'OFROU en 2019

N° du document : ASTRA-D-B93A3401/881

Impressum

Date d'élaboration / de révision :	31.03.2020
Auteur :	Div. Gestion et finances
Nombre de pages :	45

Table des matières

1 Introduction 3
2 But et contenu 3
3 Aspects fondamentaux des marchés publics de l'OFROU 4
3.1 À quoi servent les acquisitions de l'OFROU et sur quoi portent-elles ? 4
3.2 Quelles bases légales et prescriptions internes l'OFROU doit-il prendre en considération pour les acquisitions ? 4
3.3 Comment l'OFROU garantit-il le respect des principes régissant les marchés publics ? 4
3.4 Quels sont les outils de travail utilisés par l'OFROU pour les acquisitions ? 5
4 Questions fréquentes (FAQ) 6
5 Statistiques 2019 des marchés publics de l'OFROU 11
5.1 Vue d'ensemble des marchés publics effectués en 2019 par type de procédure et catégorie d'achat 11
5.2 Volumes des contrats par catégorie d'achat 13
5.3 Nombre de partenaires (créditeurs) avec lesquels l'OFROU a conclu des contrats en 2019 15
5.4 Adjudications les plus importantes en 2019 16
5.5 Adjudications 2019 par canton, en millions de francs (siège du partenaire contractuel) 17
5.6 Adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale en 2019 18

1 Introduction

L'Office fédéral des routes (OFROU) est l'autorité suisse compétente pour la mobilité individuelle et les infrastructures routières d'importance nationale. Il assume d'une part des tâches stratégiques et législatives, d'autre part la responsabilité opérationnelle directe du développement, de l'entretien, de l'exploitation et de la gestion du trafic des routes nationales (RN). Il couvre ainsi les facteurs d'influence les plus importants de la mobilité individuelle, à savoir les personnes et les véhicules, en participant au façonnement du cadre légal et des dispositions d'exécution relatifs à la circulation routière (qui et qu'est-ce qui a le droit de circuler, dans quelles conditions et dans quel état). La composante de l'infrastructure vient s'y ajouter ; elle vise principalement à garantir la capacité du réseau des routes nationales et de celui des routes principales.

L'OFROU est ainsi responsable des trois groupes de produits suivants :

- Réseaux routiers : ce groupe comprend les tâches stratégiques dans le domaine des routes nationales, entre autres la planification à long terme et la gestion du trafic. Il englobe également la recherche en matière de routes et la prise en considération des dernières découvertes scientifiques lors de l'élaboration des standards. Pour finir, la mobilité douce appartient aussi à ce groupe.
- Infrastructure routière : les principales tâches de ce groupe sont l'entretien, la construction et l'aménagement des routes nationales ainsi que l'exploitation du réseau. Vu l'ampleur des tâches et le travail à fournir sur le terrain, ces tâches sont assurées par deux divisions et cinq filiales au total.
- Circulation routière : ce groupe comprend tous les aspects de la circulation sur les routes ainsi que les exigences techniques posées aux véhicules.

L'OFROU a conscience de la responsabilité découlant de son vaste éventail de tâches. Les moyens fournis par les usagers de la route doivent être utilisés de manière efficiente et efficace. Les marchés publics jouent un rôle central à cet égard. En 2019, quelque 3500 acquisitions pour un montant supérieur à 1,7 milliard de francs ont été effectuées. L'office déploie par conséquent de gros efforts afin de garantir une utilisation rationnelle des fonds en passant des marchés publics transparents, équitables et conformes aux règles.

2 But et contenu

Le présent document rend compte des marchés publics conclus par l'OFROU en 2019. Il sert à représenter ceux-ci avec transparence tant sur le plan interne que vis-à-vis de l'extérieur. Le document est divisé en trois parties : la première partie explique le contexte (chap. 1 à 3), la deuxième répond aux questions les plus fréquemment posées (chap. 4), tandis que la troisième est consacrée principalement à des statistiques (chap. 5).

Il faut noter que le présent rapport se limite aux marchés publics conclus dans le cadre des activités que l'OFROU exécute lui-même. Dans le domaine des routes nationales, certaines tâches importantes sont assumées par des tiers, qui achètent parfois également des prestations à l'extérieur. Dans de tels cas, c'est en règle générale le droit cantonal des marchés publics qui s'applique. L'exploitation des routes nationales, dont la charge représentait environ 371 millions de francs en 2019, est l'une de ces activités déléguées à des tiers : elle a été confiée aux onze unités territoriales cantonales au moyen d'accords sur les prestations. Il faut également mentionner l'achèvement du réseau, pour lequel les cantons assument le rôle de maître d'ouvrage, tandis que la Confédération prend en charge la majorité des coûts. En 2019, la charge correspondante (part de la Confédération) se montait à environ 140 millions de francs, avant tout pour des projets dans les cantons du Valais, de Berne et du Jura. Ces acquisitions ne figurent pas dans les statistiques du chapitre 5.

3 Aspects fondamentaux des marchés publics de l'OFROU

3.1 À quoi servent les acquisitions de l'OFROU et sur quoi portent-elles ?

En sa qualité de service d'achat central de la Confédération au sens de l'art. 3, let. a, de l'ordonnance sur l'organisation des marchés publics de l'administration fédérale (Org-OMP), l'OFROU achète des prestations de service et de construction ainsi que des biens dans le but d'une part d'assurer la capacité du réseau des routes nationales et d'autre part de réaliser les autres tâches de l'office visant à garantir une mobilité sûre et durable sur la route (art. 9 Org-OMP en relation avec l'annexe 1 Org-OMP). Il s'agit notamment des éléments suivants :

- prestations de planification et de conception en génie civil (élaboration des plans pour les projets d'entretien et de construction)
- prestations de service pour le soutien dans le cadre de l'organisation, de l'administration et de la réalisation de projets de construction (appui au maître de l'ouvrage)
- travaux de construction (par ex. pose de revêtements routiers, installation et entretien de parois antibruit, réfection de tunnels et de ponts)
- installation, entretien et exploitation d'installations de détection d'incendie, d'installations de signaux lumineux, des équipements d'exploitation et de sécurité (EES), de la signalisation, de panneaux indiquant la vitesse, de la signalisation des issues de secours, etc.
- prestations informatiques en lien avec la circulation routière en général (par ex. accidents de la circulation, registre des véhicules, registre des cartes de tachygraphes)
- prestations dans le cadre de la circulation routière en général (par ex. recherche, gestion de la qualité, expertises)

3.2 Quelles bases légales et prescriptions internes l'OFROU doit-il prendre en considération pour les acquisitions ?

Lorsqu'il effectue des acquisitions, l'OFROU est tenu de respecter des lois internationales (Accord sur les marchés publics, AMP) et nationales. La loi fédérale sur les marchés publics (LMP) transpose dans le droit suisse les dispositions de l'AMP et vise la transparence des procédures, le renforcement de la concurrence, l'utilisation rationnelle des fonds publics et l'égalité de traitement entre les soumissionnaires. L'ordonnance sur les marchés publics (OMP) est avant tout une ordonnance d'exécution de la LMP.

De plus, l'OFROU dispose d'un manuel sur les marchés publics relatifs aux routes nationales (Manuel sur les marchés publics routes nationales) qui synthétise la pratique de l'OFROU et garantit une réalisation uniforme des acquisitions. Le droit des marchés publics étant en constante mutation du fait des modifications des dispositions afférentes et de la jurisprudence, l'OFROU s'efforce de maintenir à jour ce manuel. Ce dernier est actualisé régulièrement.

3.3 Comment l'OFROU garantit-il le respect des principes régissant les marchés publics ?

Les marchés publics de l'OFROU reposent sur les principes ci-après régissant les marchés publics : transparence, renforcement de la concurrence, utilisation rationnelle des fonds publics et principe d'égalité de traitement.

Transparence

Pour l'OFROU, il est très important que le déroulement de la procédure soit compréhensible tant pour les soumissionnaires que pour les instances de contrôle. La publication de l'appel d'offres, la communication des critères d'adjudication, les prescriptions en matière de spécifications techniques ainsi que la publication et la justification de la décision d'adjudication en particulier contribuent de manière essentielle à la transparence de la pratique de l'OFROU. En exposant même ses processus internes en matière de marchés publics par la publication du présent rapport et du manuel sur les marchés publics relatifs aux routes nationales, l'OFROU va au-delà des exigences minimales en matière de transparence.

Renforcement de la concurrence

Les appels d'offres ouverts et les procédures sur invitation renforcent la concurrence entre les soumissionnaires. L'OFROU adjuge environ 80 % du montant total de ses dépenses dans le cadre de ces procédures. La majorité de ses dépenses sont ainsi effectuées en situation de concurrence.

Utilisation rationnelle des fonds publics

L'OFROU doit respecter aussi bien la loi sur les finances de la Confédération (LFC), qui exige que l'administration contrôle ses dépenses et fasse un emploi efficace et économe de ses fonds, que le droit fédéral des marchés publics. Ces prescriptions exigent que le marché soit adjugé à l'auteur de l'offre la plus avantageuse économiquement. Cette dernière ne sera pas évaluée uniquement en fonction du prix, mais aussi sur la base de différents critères tenant compte des besoins, afin que l'autorité adjudicatrice obtienne des prestations de qualité à un prix avantageux. C'est la raison pour laquelle le marché est adjugé à l'auteur de l'offre la plus avantageuse sur le plan économique et pas obligatoirement à la moins onéreuse.

Principe de l'égalité de traitement

L'OFROU garantit l'égalité de traitement des soumissionnaires suisses et étrangers pendant toutes les phases de la procédure. Afin que ce principe soit respecté, les soumissionnaires à l'origine de prestations essentielles ou de savoir-faire avant une procédure d'adjudication et disposant donc d'un avantage concurrentiel impossible à éliminer sont exclus de la procédure en question.

3.4 Quels sont les outils de travail utilisés par l'OFROU pour les acquisitions ?

L'OFROU a élaboré le manuel sur les marchés publics évoqué au point 3.2 afin de garantir la transparence de toutes les étapes de la procédure.

En outre, tous les modèles pour les acquisitions et les contrats sont publiés sur Internet et accessibles au public :

https://www.astra.admin.ch/astra/fr/home/services/dokumente-nationalstrassen/modeles-pour-les-projets-d-infrastructure/modeles-pour-les-acquisitions-et-les-contrats.html

Des modèles uniformes ont été conçus pour les projets liés à la construction des routes nationales selon le droit régissant les routes nationales (relevé de l'état, construction, aménagement et entretien). Leur utilisation par les acquéreurs est obligatoire pour que soit garantie une pratique homogène. Les modèles pour les contrats, dossiers d'offre, conditions relatives à la procédure d'adjudication et garanties se trouvent dans le générateur de documents :

http://dokumentengenerator.astra.admin.ch/dokgen/index.aspx?Lang=FR

4 Questions fréquentes (FAQ)

Comment adjuge-t-on un marché ? Quelles sont les procédures d'adjudication existantes ?

Les prescriptions légales prévoient les quatre procédures d'acquisition suivantes :

- La procédure ouverte : le marché est publié sur www.simap.ch. Tout soumissionnaire peut soumettre une offre. Cette procédure est aussi appelée « procédure OMC », car elle est soumise aux règles internationales de l'OMC.
- La procédure sélective : la procédure se déroule en principe comme la procédure ouverte, mais en deux temps : tous les soumissionnaires intéressés présentent dans un premier temps une demande de participation. L'OFROU contrôle ensuite l'aptitude des soumissionnaires sur la base des justificatifs fournis et choisit les soumissionnaires autorisés à soumettre une offre pendant la seconde phase. L'OFROU n'adopte que très rarement des procédures sélectives.
- La procédure sur invitation : l'OFROU invite au moins trois soumissionnaires à déposer une offre. Les soumissionnaires non invités ne peuvent pas participer.
- La procédure de gré à gré : le soumissionnaire est sélectionné sans appel d'offres et le marché est adjugé directement.

La loi réglemente à l'aide de valeurs seuils quelle procédure doit être appliquée à quel moment. Le tableau ci-après présente un récapitulatif des différentes procédures et leur valeur seuil selon la LMP et l'OMP. Les valeurs seuils s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée.

X = valeur du marchés

Valeurs seuils	**Achat / livraisons**	**Prestations**	**Prestations de construction**
Procédure de gré à gré	**X < 50 000.-** Art. 36, al. 2, let. c, OMP	**X < 150 000.-** Art. 36, al. 2, let. c, OMP	**X < 150 000.-** Art. 36, al. 2, let. c, OMP
Procédure sur invitation	**50 000.- ≤ x < 230 000.-** Art. 35, al. 3, let. b, OMP	**150 000.- ≤ x < 230 000.-** Art. 35, al. 3, let. b, OMP	**150 000.- ≤ x < 2 millions** Art. 35, al. 3, let. g, OMP
Procédure ouverte/sélective (sans protection juridique ; art. 39 OMP)			**2 millions ≤ x < 8,7 millions** Art. 34, al. 2, OMP
Procédure ouverte/sélective	**X ≥ 230 000.-** Art. 6, al. 1, let. b, LMP	**X ≥ 230 000.-** Art. 6, al. 1, let. a, LMP	**X ≥ 8,7 millions** Art. 6, al. 1, let. c, LMP

La procédure de gré à gré peut exceptionnellement aussi être utilisée avec des montants plus importants. Les exceptions sont définies de manière exhaustive aux art. 13 et 36 OMP. La liste des adjudications de gré à gré faites par l'OFROU en 2019 sur la base de ces dispositions exceptionnelles figure au chapitre 5.6. L'OFROU veille à ne pas morceler les marchés d'une manière qui pourrait empêcher une procédure ouverte et remplacer celle-ci par plusieurs adjudications de gré à gré.

Pourquoi les marchés ne sont-ils pas tous adjugés de manière concurrentielle ?

En général, le principe ci-après vaut pour des raisons économiques : plus la valeur du marché est grande, plus la procédure est lourde et la protection juridique est étendue. Dans le cadre des procédures d'acquisition, l'entité adjudicatrice n'est pas la seule à devoir assumer des dépenses : il en va de même pour les soumissionnaires. L'expérience montre que l'élaboration d'une offre représente environ 0,2 à 0,4 % de la valeur du marché, selon la complexité de l'objet du marché.

Les procédures de concours sont par nature plus contraignantes que les procédures d'adjudication de gré à gré : plusieurs soumissionnaires déposent des offres, qui sont ensuite analysées et comparées par l'entité adjudicatrice. Au final, seule une offre peut être retenue, et l'élaboration des offres n'est pas remboursée.

L'économie potentielle qui peut être réalisée dans le cadre d'un appel d'offres doit justifier les coûts au niveau de l'office *et* du soumissionnaire. Étant donné que cette économie n'est généralement pas réalisable dans le cas d'acquisitions de moindre envergure, la loi n'exige pas plusieurs offres, mais admet une adjudication de gré à gré.

L'OFROU examine les prix de manière très précise dans le cadre de procédures de gré à gré, puisqu'il n'y a pas de concurrence. Les grandeurs de référence sont les prix offerts pour des prestations comparables en situation de concurrence. À titre exceptionnel, des acquisitions de grande envergure ont également été effectuées selon la procédure de gré à gré. Le chapitre 5.6 fournit des informations à ce sujet.

Quelles mesures l'OFROU prend-il pour lutter contre la corruption ?

Les marchés publics font partie des domaines particulièrement exposés à la corruption. En sa qualité de grande entité adjudicatrice des pouvoirs publics, l'OFROU a donc à cœur de sensibiliser ses collaborateurs à cette question, qu'ils procèdent eux-mêmes à des acquisitions ou non. Outre le code de conduite de lutte contre la corruption, l'OFROU a élaboré un guide (Guide de lutte contre la corruption au sein de l'OFROU) qui règlemente par exemple en détail et de manière contraignante la gestion des cadeaux ou des invitations. Tous les nouveaux collaborateurs sont sensibilisés à ce thème et signent une déclaration d'impartialité. Les personnes qui participent régulièrement aux acquisitions suivent en plus des cours spéciaux.

Les collaborateurs ont également la possibilité de confier librement leurs craintes et leurs soupçons à un médiateur indépendant, à tout moment et de manière anonyme. Ils ne sont ainsi pas contraints de les garder pour eux par peur de sanctions internes.

Comment l'OFROU gère-t-il le marché suisse des ingénieurs et des planificateurs, qui est particulièrement petit ?

L'OFROU a introduit une série de mesures préventives afin d'éviter de possibles conflits d'intérêts. Il faut par exemple constituer une nouvelle équipe d'évaluation pour chaque projet afin de garantir l'objectivité de ses membres par un changement permanent des collègues de travail. L'évaluation des offres reçues suite à la publication de l'appel d'offres respecte strictement les critères prescrits et publiés dans les documents d'appel d'offres. Aucun écart n'est permis. Cette mesure garantit le respect de l'égalité de traitement des soumissionnaires et la transparence de l'offre. D'autres mesures figurent dans le manuel sur les marchés publics de l'OFROU.

Comment l'OFROU gère-t-il le fait que certains collaborateurs étaient auparavant responsables de l'adjudication de marchés dans le cadre de fonctions comparables au sein d'offices cantonaux des ponts et chaussées ou d'entreprises de l'économie privée ?

Les collaborateurs de l'OFROU qui s'occupent des adjudications sont formés en interne et sensibilisés notamment aux questions de partialité et de récusation. Tous les collaborateurs doivent communiquer à l'OFROU les conflits d'intérêt résultant de leurs activités précédentes, en signant une déclaration d'impartialité lorsqu'ils prennent leurs fonctions, puis tous les cinq ans. De plus, une réglementation initiale de récusation est régulièrement imposée afin d'éviter ne serait-ce que l'impression d'une quelconque partialité. Les relations économiques entre les collaborateurs de l'OFROU et des entreprises du secteur du bâtiment sont interdites (par ex. dans le cadre d'activités extraprofessionnelles). Les marchés publics de l'OFROU sont régulièrement audités par le Contrôle fédéral des finances (CDF), la Révision interne (IR) et le service juridique afin de contrôler en particulier que ces normes en matière d'acquisition soient correctement mises en œuvre.

Qui évalue les différentes offres au sein de l'OFROU ?

Nous renvoyons au manuel sur les marchés publics (p. 80 ss.) pour ce qui est du processus d'évaluation des différentes offres. Il prévoit que les offres sont évaluées par l'équipe d'évaluation sur la base des critères communiqués au préalable. L'équipe d'évaluation est composée d'au moins trois collaborateurs, à savoir du chef de projet et de deux collaborateurs de l'OFROU en alternance, en veillant à ce que les supérieurs hiérarchiques ne participent pas systématiquement. Un externe peut également faire partie de cette équipe. Les trois personnes procèdent séparément et minutieusement à l'évaluation des offres, et documentent celle-ci avec précision. Ils reconsidèrent ensuite leur évaluation en plénum. La décision d'adjudication incombe en fin de compte à la hiérarchie.

L'OFROU utilise-t-il une grille concrète pour évaluer le rapport technique / l'analyse des tâches d'une offre ? Dans l'affirmative, à quoi ressemble cette grille et qui la définit à quel moment ?

La grille ou les critères utilisés pour l'évaluation sont définis dans le manuel sur les marchés publics de l'OFROU et accessibles au public. Les critères de qualification et d'adjudication valables pour le marché public sont publiés lors de la mise au concours. Les pages 50 à 51 et 53 à 57 du manuel sur les marchés publics contiennent des informations utiles en la matière.

Selon la doctrine dominante et la jurisprudence, l'autorité adjudicatrice dispose d'un pouvoir d'appréciation important notamment pour l'évaluation des « critères subjectifs » en question. Elle procède toujours dans une juste appréciation de ses obligations. Depuis la RPT, aucun recours pour « transgression du pouvoir d'appréciation » n'a été admis par un tribunal.

À quoi servent les critères d'adjudication « analyse des tâches » et « concepts GQ » ?

L'analyse des tâches et les concepts de gestion de la qualité (concepts GQ) permettent à l'adjudicataire potentiel de présenter des idées novatrices. Les idées de ce type peuvent avoir une influence décisive sur l'adjudication. Les critères en question permettent à l'OFROU de garantir que la qualité des offres et donc la capacité des soumissionnaires à innover, et pas seulement le prix, jouent un rôle important lors de la détermination de l'offre la plus avantageuse économiquement.

Comment est-il possible de tenir compte des spécificités régionales lors de l'évaluation des offres ?

L'OFROU est tenu légalement de retenir l'offre la plus avantageuse économiquement lors de chaque adjudication. Les délais, la qualité, le prix, la rentabilité, l'opportunité de la prestation, la compatibilité environnementale et la valeur technique sont quelques-uns des critères qu'il doit prendre en considération à cette occasion. Il n'est pas inhabituel que des entreprises régionales interviennent aussi, d'autant plus qu'elles connaissent souvent bien les spécificités locales et sont déjà présentes sur place, raison pour laquelle elles peuvent soumettre des offres intéressantes. Les connaissances des spécificités régionales devraient se traduire par une meilleure offre sur le plan économique. Cependant, les principes de transparence et d'égalité de traitement doivent être respectés dans le cadre des marchés publics. Utiliser la présence locale comme critère d'adjudication voire comme critère de qualification va à l'encontre des prescriptions légales. De tels critères favorisent clairement les entreprises locales et contreviennent ainsi au principe d'égalité de traitement.

Le système consistant à comparer entre elles des offres aussi similaires que possible ne freine-t-il pas l'innovation ?

Il y a ici une pesée des intérêts. Les directives strictes de l'OFROU relatives à l'élaboration des offres et de leurs contenus permettent d'obtenir un degré élevé de comparabilité des offres. Cela simplifie l'évaluation pour l'OFROU et garantit une égalité de traitement des différents soumissionnaires. En outre, cela réduit pour ces derniers le risque de soumettre une offre contenant des éléments non demandés ou une offre non conforme aux documents d'appel d'offres, qui devrait probablement même être exclue pour cette raison. Il en résulte cependant aussi qu'il n'est pas possible de tenir compte d'offres

proposant des approches totalement différentes, potentiellement novatrices. Dans les marchés concernant la planification et l'appui au maître d'ouvrage, le critère d'adjudication « analyse des tâches » permet toutefois de gagner des points en soumettant des idées novatrices dans le cadre prescrit. Il est par ailleurs possible de soumettre des variantes, mais il faut toujours remettre une offre de base.

Comment l'OFROU gère-t-il les sous-enchères (dumping) ?

L'OFROU a conscience du fait que si des tarifs horaires bas constituent certes une chance, ils représentent aussi des risques. L'OFROU est tenu légalement de retenir l'offre la plus avantageuse économiquement. De plus, l'office doit veiller à garantir des conditions équitables et transparentes dans le cadre de ses appels d'offres ainsi que l'égalité de traitement de tous les soumissionnaires. Rejeter une offre présentant des tarifs horaires bas avec pour seul argument qu'elle comporte des « prix de dumping » n'est pas admis juridiquement. Il arrive qu'un nouvel acteur du marché essaie de remporter un appel d'offres en jouant la carte du prix, par exemple parce que ses personnes-clés disposent de moins d'expérience que celles de la concurrence. Cette possibilité doit être conservée, faute de quoi l'OFROU influencerait directement les structures de la branche des ingénieurs. Indépendamment du prix, les critères d'aptitude garantissent toutefois que le marché ne sera pas adjugé à des entreprises qui ne conviennent pas.

Comment les nouvelles entreprises peuvent-elles même obtenir un marché si l'OFROU pondère de manière si importante le critère des références ?

Une entreprise qui ne dispose pas des références en question peut s'associer à d'autres entreprises pour former une communauté de soumissionnaires (par ex. communauté d'ingénieurs [CI] ou communauté de travail [CT]) ou assumer certaines tâches partielles en qualité de sous-traitante et obtenir ainsi de premières références. L'OFROU doit garantir une bonne exécution des projets, raison pour laquelle l'exigence d'une expérience dans des projets comparables est indispensable.

Un soumissionnaire qui n'obtient pas le marché sait-il comment son offre a-t-elle été évaluée ?

Il est important pour l'OFROU d'informer les soumissionnaires des résultats de l'évaluation. C'est la raison pour laquelle les soumissionnaires reçoivent en principe un tableau d'évaluation sous forme anonyme. Par ailleurs, l'OFROU propose des débriefings au sens de l'art. 23 LMP, lors desquels les soumissionnaires non sélectionnés sont informés notamment des principales raisons qui ont fait que leur offre n'a pas été retenue ainsi que des caractéristiques et des avantages déterminants de l'offre choisie.

Quels sont les moyens juridiques dont dispose un soumissionnaire en désaccord avec la décision d'adjudication prise par l'OFROU ? Un soumissionnaire doit-il s'attendre à être désavantagé lors de futurs appels d'offres s'il dépose plainte contre une décision de l'OFROU ?

Les personnes concernées peuvent recourir auprès du Tribunal administratif fédéral contre les décisions de l'OFROU relevant du champ d'application de la LMP. Sont concernés les marchés énumérés dans les annexes à la LMP qui dépassent les valeurs seuils selon l'art. 6 LMP et ne font pas l'objet d'une exception selon l'art. 3 LMP. Pour le moment, la loi ne prévoit pas de possibilité de recours pour les autres décisions de l'entité adjudicatrice. En 2019, six plaintes ont été déposées contre des décisions d'adjudication de l'OFROU. Quatre procédures ont pu être réglées en faveur de l'OFROU et deux autres sont encore pendantes devant le Tribunal administratif fédéral.

Les collaborateurs de l'OFROU sont tenus d'évaluer chaque offre sans préjugés. La question de savoir si un soumissionnaire a déposé par le passé un recours contre une décision d'adjudication ne joue aucun rôle dans l'évaluation de son offre.

Que sont les avenants et pourquoi y en a-t-il régulièrement au sein de l'OFROU ?

Un avenant est une prestation additionnelle dans le cadre de rapports contractuels existants. Différentes raisons peuvent justifier la création d'avenants, par exemple la modification de commandes suite à des événements imprévisibles ou imprévus (autres conditions de construction, évolution des normes, prescriptions, etc.) ou à diverses difficultés lors du projet (clarification insuffisante des besoins, dossier d'appel d'offres du maître d'ouvrage incomplet, livraison tardive des plans par un mandataire / le maître d'ouvrage, déroulement des travaux entravé, etc.). Étant donné que l'OFROU ne passe que rarement des marchés pour des produits standard et que les projets de construction ont pour propriété importante d'avoir un caractère unique, il ne sera pas possible d'éviter à l'avenir non plus les avenants malgré les importants efforts déployés pour améliorer les documents d'appel d'offres.

Comment l'OFROU traite-t-il le thème de la durabilité dans les marchés publics ?

L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) est chargé de fournir les instruments de mise en œuvre prévus par le Conseil fédéral, en collaboration avec les services d'achat de la Confédération, la Commission des achats de la Confédération et la KBOB. L'OFROU est représenté au sein du groupe de travail consacré aux achats durables de la Confédération.

https://www.bkb.admin.ch/bkb/fr/home/oeffentliches-beschaffungswesen/nachhaltige-beschaffung.html

Pourquoi l'OFROU recourt-il à des bureaux d'appui au maître d'ouvrage (BAMO) ? N'est-ce pas risqué ?

L'OFROU mène actuellement plus de 650 projets de construction (hors achèvement du réseau) sur les routes nationales, avec environ 90 responsables de projet, et s'occupe d'environ 1800 km de routes nationales. Vu la forte charge de travail que les chefs de projet doivent assumer, ils ont parfois besoin de soutien selon le volume et la complexité des projets. L'OFROU achète les prestations qui ne doivent pas impérativement être fournies par le personnel du maître d'ouvrage au moyen de mandats d'appui au maître de l'ouvrage (mandats BAMO). Étant donné que le nombre et le volume des projets varient selon les filiales et les années, le recours à des personnes externes pour l'appui au maître d'ouvrage est une solution plus rentable pour l'OFROU que l'utilisation de son propre personnel. Cette solution permet par ailleurs à l'OFROU de conserver une structure administrative légère.

Les BAMO ne conduisent cependant jamais seuls un projet de l'OFROU, mais sont toujours subordonnés à un chef de projet de l'OFROU. Leur cahier des charges comprend par exemple des tâches de coordination entre les participants au projet, l'organisation des réunions du projet, l'élaboration des bases du projet (manuel de projet), le controlling et la gestion de la qualité spécifique au projet ainsi que l'accompagnement technique du projet.

Le principe du recours à des BAMO a fait ses preuves. Cette solution recèle cependant certains risques. Ainsi, les connaissances du projet des collaborateurs de l'OFROU et, partant, leurs possibilités de contrôle, pourraient diminuer. Ce risque est contré par différentes mesures comme l'établissement d'un cahier des charges standardisé et d'un manuel de projet ainsi que le renforcement du système de contrôle interne.

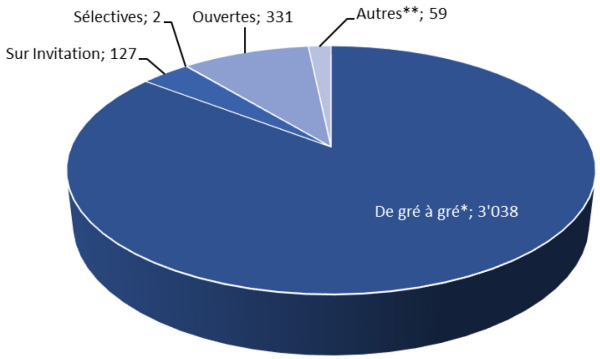
5 Statistiques 2019 des marchés publics de l'OFROU

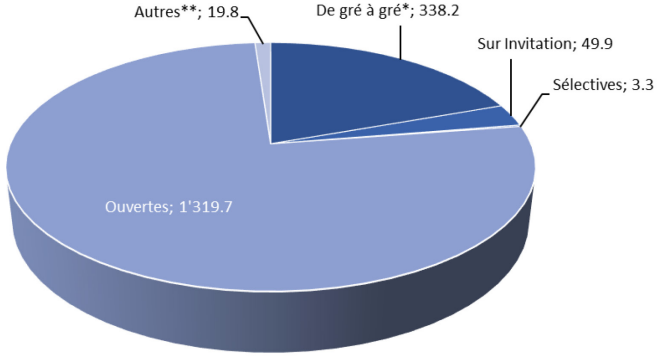
5.1 Vue d'ensemble des marchés publics effectués en 2019 par type de procédure et catégorie d'achat

Les statistiques de l'OFROU sur les marchés publics pour 2019 couvrent les contrats importants relevant du droit des marchés publics, des acquisitions de prestations de construction, de biens et de services. Elles reposent sur les adjudications faites en 2019 comme date de référence pour les catégories d'achats 21.2 ainsi que 21.1 et sur les contrats conclus en 2019 pour les autres catégories d'achats, dont l'informatique.

2019	Contrats d'entreprise Routes nationales (catégorie d'achat 21.2)		Contrats de prestations et de planification Routes nationales (catégorie d'achat 21.1)		Contrats de livraison Routes nationales (catégorie d'achat 21.2)		Autres contrats, y. c. informatiques		∑ Acquisitions		%	
	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.
De gré à gré*	1'098	187.8	1'735	133.5	21	1.7	184	15.3	3'038	338.2	85%	20%
Sur Invitation	81	40.3	43	9.0	0	0.0	3	0.5	127	49.9	4%	3%
Sélectives	-	-	1	2.6	-	-	1.0	0.7	2	3.3	0%	0%
Ouvertes	137	1'146.2	168	138.3	2	7.4	24	27.8	331	1'319.7	9%	76%
Autres**	3	0.4	55	19.0	1	0.4	-	-	59	19.8	2%	1%
Total	**1'319**	**1'374.7**	**2'002**	**302.5**	**24**	**9.4**	**212**	**44.3**	**3'557**	**1'731.0**	**100%**	**100%**
* dont avenants	291	100.9	395	45.2	3	1.2	n.a.	n.a.	689	147.3	23%	44%
* dont contrats pour des montants dépas-sant les valeurs seuils	37	79.3	69	46.8	1	1.2	7	9.1	114	136.3	4%	40%

** conclusion de contrats In-state, acquisition de terrain





Le tableau précédent montre que l'OFROU a réalisé quelque 3550 acquisitions en 2019, pour une valeur totale supérieure à 1,7 milliard de francs. Ces chiffres ne comprennent pas les acquisitions des unités territoriales faites pour l'exploitation des routes nationales ni celles des cantons dans le cadre de l'achèvement du réseau (voir chap. 2 But et contenu). En 2019, le volume d'acquisitions a donc été supérieur d'environ 120 millions de francs ou 7 % à celui de l'année précédente (1613,2 millions de francs en 2018). Le nombre d'acquisitions a quant à lui augmenté d'environ 380 par rapport à l'année précédente (3174 acquisitions en 2018).

Les marchés publics de gré à gré dominent, avec un pourcentage de 85 %. Il s'agit en règle générale d'acquisitions de moindre envergure, pour un montant inférieur à 150 000 francs (prestations de service et prestations de construction) ou 50 000 francs (livraisons). Pour des raisons économiques, la loi prévoit une adjudication de tels marchés sans appel d'offres : le potentiel d'économies d'un appel d'offres ne justifie pas les coûts au niveau de l'office et des soumissionnaires. Il convient de noter qu'un grand nombre de ces acquisitions (23 % du nombre total d'acquisitions et 44 % de la valeur des acquisitions de gré à gré) constituaient des avenants, dont les contrats de base avaient souvent été adjugés en situation de concurrence, en particulier pour les avenants particulièrement importants.

L'OFROU examine les prix de manière très précise dans le cadre des procédures de gré à gré, puisqu'il n'y a pas de concurrence. Les grandeurs de référence sont les prix offerts pour des prestations comparables en situation de concurrence. À titre exceptionnel, des acquisitions pour des montants plus importants ont également été réalisées selon la procédure de gré à gré. Le chapitre 5.6 fournit des informations à ce sujet.

Plus que le nombre de procédures d'adjudication, ce qui importe est d'attribuer la grande majorité des fonds en situation de concurrence. Ce principe a pu être suivi en 2019 aussi, comme les années précédentes : 76 % du montant total, soit 1,3 milliard de francs environ, ont été octroyés par l'OFROU dans le cadre de procédures ouvertes et 3 % selon une procédure sur invitation. La part du volume d'acquisitions faites en situation de concurrence a donc varié faiblement par rapport à 2018, de 2 %.

5.2 Volumes des contrats par catégorie d'achat

Contrats d'entreprise Routes nationales
(catégorie d'achat 21.2)

	Nombre	∑ en millions
< 100'000	806	26.6
100'000 à < 2 millions	430	195.8
2 millions à < 5 millions	44	131.4
5 millions à < 10 millions	16	116.6
10 millions à < 50 millions	16	275.7
50 millions à < 100 millions	5	348.6
≥ 100 millions	2	280.1
Total	**1'319**	**1'374.7**

Contrats de prestations et de planification Routes nationales
(catégorie d'achat 21.1)

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	1070	10.2
50'000 à < 250'000	721	78.4
250'000 à < 1 million	145	68.9
1 million à < 5 millions	63	124.1
≥ 5 millions	3	20.8
Total	**2'002**	**302.5**

Contrats de livraison Routes nationales
(catégorie d'achat 21.2)

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	18	0.3
50'000 à < 250'000	2	0.1
250'000 à < 1 million	1	0.4
1 million à < 5 millions	2	2.7
≥ 5 millions	1	6
Total	**24**	**9.4**

Autres contrats, y. c. informatiques

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	137	1.5
50'000 à < 250'000	51	6.1
250'000 à < 1 million	11	6.9
1 million à < 5 millions	13	29.9
≥ 5 millions	-	-
Total	**212**	**44.3**

En 2019, l’OFROU a conclu dans presque toutes les catégories d’achat des contrats représentant des volumes très différents. Les petits contrats ont été les plus nombreux, mais les gros contrats ont dominé en termes de valeur. On peut en déduire que l’OFROU est un donneur d’ordre potentiel pour des entreprises de différentes tailles (voir aussi le nombre de partenaires contractuels au chap. 5.3).

5.3 Nombre de partenaires (créditeurs) avec lesquels l'OFROU a conclu des contrats en 2019

	Nombre de partenaires contractuels	Dont CT / CI
Contrats d'entreprise RN (21.2.)	686	83
Contrats de prestations et de planification RN (21.1)	904	119
Contrats de livraison RN (21.2.)	19	-
Autres catégories d'achat	178	-
Total	**1'787**	**202**

Le tableau ci-dessus montre que l'OFROU a des relations d'affaires avec une multitude de partenaires. En 2019, il a conclu des contrats avec plus de 1750 entreprises différentes. Même sans prendre en considération les CT et les communautés d'ingénieurs (CI), qui sont comptabilisées comme des créditeurs séparés, il reste toujours plus de 1550 partenaires contractuels différents. L'éventail va des entreprises de construction actives sur la scène internationale à des entreprises ne comptant qu'une personne et fournissant des conseils.

5.4 Adjudications les plus importantes en 2019

Contrats d'entreprise Routes nationales

En 2019, l'OFROU a adjugé sept contrats d'entreprise pour un montant supérieur à 50 millions de francs.

Projet	Montant du contrat (en millions de francs, hors TVA)	Partenaire contractuel	Canton de provenance du partenaire contractuel	Publication de l'adjudication dans SIMAP
N08 Interlaken Ost – Brienz - Baumeisterarbeiten Gesamtsanierung Abschnitt Interlaken Ost - Brienz	173.0	ARGE Marti Brienzersee	BE	10.10.2019
N03 Kerenzerbergtunnel; Los 1, Neubau SiSto; Vortrieb und Ausbau eines 5.5 km langen bergmännischen Sicherheitsstollens, inkl. Querverbindungen und Abluftstollen sowie Bau zweier Lüftungszentralen und zweier Unterzentralen.	107.1	Arge KER 450	TI	16.08.2019
N01 Effretikon – Ohringen, TP UN Bau Hauptarbeiten	89.1	ARGE EffOhr	ZH	22.05.2019
N01/36 WEST Anschluss Dietikon - Verzweigung Limmattal; Hauptarbeiten	76.0	ARGE Limmat N1	LU	19.07.2019
N09 Upn.Vennes – Chexbres - TP5.201 - Travaux principaux de génie civil (ID 5675)	72.0	Implenia Schweiz AG	ZH	20.12.2019
N06 Rubigen – Thun Nord - Hauptunternehmer Instandsetzung TP3 Stammachse Kiesen - Heimberg	58.2	ARGE Ki-He	BE	09.12.2019
N2 Melide-Gentilino, Lot 016, Travaux principaux – génie civil	53.3	Consorzio MEGE	TI	18.12.2019

Contrats de prestations et de planification Routes nationales

En 2019, l'OFROU a adjugé trois contrats de prestations et de planification pour des montants dépassant 5 millions de francs.

Projet	Montant du contrat (en millions de francs, hors TVA)	Partenaire contractuel	Canton de provenance du partenaire contractuel	Publication de l'adjudication dans SIMAP
N01/38 Ausbau Nordumfahrung Zürich (ANU), Los 320: Planer Ausschreibung und örtliche Bauleitung	8.4	IG Gubrist 1+2	AG	18.11.2019
N01 SG West - SG Ost, NO Planer BSA	6.8	IG Verkehrstechnik	ZH	26.02.2019
N01 Luterbach – Härkingen 6 Streifen Ausbau / Ingenieur- resp. Planerleistungen Projektverfasser BSA, Sia-Phase 3 bis 5	5.6	Sauber+Gisin Engineering AG	ZH	07.10.2019

5.5 Adjudications 2019 par canton, en millions de francs (siège du partenaire contractuel)

	Contrats d'entreprise Routes nationales	Contrats de prestations et de planification Routes nationales	Contrats de livraison Routes nationales	Autres contrats, y. c. informatiques	Total per canton
Argovie	69.6	17.8	-	2.8	90.3
Appenzell Rhodes-Ext.	0.0		-	-	-
Appenzell Rhodes-Int.			-	-	-
Bâle-Campagne	9.8	9.7	0.0	4.4	23.9
Bâle-Ville	2.4	11.9	-	0.4	14.6
Berne	288.2	24.6	0.0	11.8	324.6
Fribourg	32.4	4.1	0.0	0.3	36.9
Genève	6.1	4.0	-	0.1	10.2
Glaris	35.9	0.8	-	-	36.7
Grisons	33.5	10.5	0.0	0.2	44.2
Jura	0.1	3.2	-	0.0	3.3
Lucerne	157.0	6.8	0.1	0.7	164.6
Neuchâtel	9.4	5.9	-	0.0	15.3
Nidwald	8.5	3.6	0.0	0.0	12.1
Obwald	7.0	0.8	-	0.0	7.8
Schaffhouse	0.1	0.5	-	-	0.5
Schwytz	29.4	1.5	-	-	30.9
Soleure	7.2	4.5	-	0.1	11.9
Saint-Gall	13.6	18.4	-	0.3	32.3
Thurgovie	9.9	1.6	0.1	0.4	12.0
Tessin	304.7	40.2	1.6	4.6	351.1
Uri	14.6	8.1	-	-	22.7
Valais	4.6	5.1	-	0.0	9.7
Vaud	12.2	34.6	0.4	0.5	47.8
Zoug	11.3	1.3	-	0.1	12.8
Zürich	290.4	82.4	7.1	17.2	397.1
Étranger	16.9	0.4	-	0.4	17.7
TOTAL	1'374.7	302.5	9.4	44.3	1'731.0

Le tableau ci-dessus montre que des adjudicataires de toutes les régions du pays profitent des marchés de l'OFROU. Les totaux les plus élevés concernent les cantons de Zurich, de Berne, du Tessin et de Lucerne. Ce sont ces mêmes cantons qui ont obtenu des marchés importants (voir chap. 5.4).

Même si les entreprises étrangères peuvent aussi participer aux appels d'offres ouverts, seuls 17,7 millions de francs (soit 1 % environ du montant des adjudications) sont allés à des adjudicataires étrangers.

5.6 Adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale en 2019

Comme expliqué au chapitre 5.1, ce sont avant tout les marchés de moindre envergure qui sont attribués dans le cadre d'une procédure de gré à gré. Les limites correspondantes, aussi appelées « valeurs seuils », sont fixées dans l'OMP (voir chap. 4, 1re question). La procédure de gré à gré peut à titre exceptionnel aussi être utilisée avec des montants plus importants. Les exceptions sont définies de manière exhaustive aux art. 13 et 36 de l'OMP. L'OFROU interprète ces dispositions de manière restrictive. Toutefois, il est parfois contraint d'adjuger des marchés d'envergure dans le cadre de procédures de gré à gré. Ainsi, dans le cas des avenants (par ex. pour cause de modifications des commandes suite à des événements imprévisibles ou imprévus), changer de partenaire contractuel en cours de projet pourrait engendrer des coûts élevés, des risques importants ou une grande perte de temps.

En 2019, 115 procédures de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale ont fait l'objet d'une publication en vertu de dispositions exceptionnelles. Parmi celles-ci, 76 constituaient des avenants, dont les contrats de base avaient souvent été adjugés en situation de concurrence, en particulier pour les avenants particulièrement importants.

Les statistiques établies aux chap. 5.1 à 5.5 reposent sur la date de l'adjudication pour les catégories d'achats 21.2 et 21.1 ; elles sont fondées sur la date du début du contrat pour les autres catégories d'achats, dont l'informatique, en raison de motifs techniques. Toutefois, pour la liste, qui figure ci-après, la date de publication dans simap est déterminante. Les différences entre les adjudications de gré à gré présentées au chap. 5.1 et celles de la liste du présent chapitre (adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil) s'expliquent par les contrats signés dans les autres catégories d'achats.

Procédures de gré à gré de la compétence de l'OFROU et ayant dépassé la valeur seuil du 01.01.2019 au 31.12.2019 (selon publication dans Simap)

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	16'964'000.00		x	ARGE ASTRA Bridge	F3, 190015, ASTRABRIDG, Mobile Baustellenbrücke Typ ASTRA / Totalunternehmer	Art. 13 Abs. 1 lit. g VöB	Das ASTRA beschafft Erstanfertigungen von Prototypen einer Bau-Brücke, welche auf ihr Ersuchen im Rahmen eines Neuentwicklungsauftrages hergestellt wurden.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	14'750'000.00	x		Consortium VEMA 111	N09.58 EP Martigny & Environs - Lot 111 - T/U et K Ouvrages sur N09 - Avenant 3	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Dans l'appel d'offres du 17.02.2017 concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial. Pour ces raisons, et comme prévu dans le marché initial, un avenant est établi sur le contrat de base.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	6'809'065.00	x		IG Verkehrstechnik	070054 N01/54, 55 UPlaNS SG West - SG Ost, NO Planer BSA	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Wegen des anspruchsvollen und dynamischen Umfelds (Entwicklungs-gebiet) resultierten vielschichtige technische Herausforderungen. Es herrschten anspruchsvolle Verhältnisse, die eine hohe organisatorische und koordinationsintensive Komplexität aufwiesen. Die Kenntnisse der konkreten technischen Gegebenheiten, über die nur der bisherige Anbieter verfügte, waren für die Projektstabilität unentbehrlich. Ein Anbieterwechsel hätte zum Verlust dieses Know-hows geführt, was zu Mehrkosten von ca. CHF 6.0 Mio. geführt hätte und somit wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre. Daher kam nur der bisherige Anbieter in Frage.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	5'881'008.15	x		Consortium A1 Löwenberg	N01.14 080172 Upn.Faoug - Kerzers - Travaux de GC pour assainissement du tronçon, y c. demi-jonction de Morat/ avenant n° 4	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 28.03.2014 (ID 2290) concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	4'325'215.25		x	Arnold AG	N03, 130032, NTBS SIG, Ersatz Signalgeber Nordtangente BS / Los 002 Signale, Verkehrserfassung und Verkabelung	Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB	Im vorgehenden offenen Verfahren (Ausschreibung simap vom 22.2.2019) sind keine Angebote eingegangen. Die Ausschreibung wurde abgebrochen und der Vertrag wurde freihändig vergeben.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	3'798'648.50	x		Consortium VEMA 111	N09.58 EP Martigny & Environs, Lot 111 - T/U et K Ouvrages sur N09 - Avenant 2	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Dans l'appel d'offres du 17.02.2017 concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial. Pour ces raisons, et comme prévu dans le marché initial, un avenant est établi sur le contrat de base.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	3'468'038.50	x		ARGE ZOE-IC	080425, N01-42-2, Baumeister Hauptarbeiten	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 23. März 2017des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrags auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer gleichartiger Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrags (Baumeisterarbeiten im Tief-/Hochbau, NPK 103-286). Daher war die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB dem ursprünglichen Anbieter vergeben.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	2'656'858.45	x		Cossi Costruzioni S.P.A	N2 EP26 Svincolo di Mendrisio, Lotto 203, opere esterne alla carreggiata autostradale (allacciamenti e strada cantonale) - Opere da capomastro e pavimentazione	Art. 13 cpv. 2 lit. h OAPub	Il committente ha indicato nel bando della commessa di base aggiudicata nell'ambito di una procedura libera che per nuove commesse edili si può ricorrere all'aggiudicazione mediante trattativa privata. La presente aggiunta concerne le stesse prestazioni come quelle della commessa base. La condizione dell'analogia è pertanto adempiuta e l'aggiunta assegnata all'offerente iniziale.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	2'634'000.00		x	Farner Consulting AG	N06.32-006 PEB Wankdorf - Muri Bypass Ost, Dienstleis-tungsauftrag / Unterstützung Information Kommunikation für die Projektphasen Gene-relles Projekt und Ausführungsprojekt	Art. 13 Abs. 1 lit. l VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 21.06.2018 des im Rahmen eines qualifizierten Wettbewerbsverfahrens vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe der Folgeplanung hin. Die Vergabe bildet die Folgeplanung und wurde somit direkt an den Gewinner vergeben.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	2'592'615.00	x		Association FGMB TP2 section 6	N05.64 080142 Upn.Colombier - Cornaux - TP2 SSB - Travaux 2016-2017/ avenant n° 8	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 27.07.2015 (ID 3364) concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	2'578'408.60	x		IG top_lokal c/o	N02, 080198, EP Grenze LU/NW Hergiswil NACHTRAG	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. dem komplexen Umfeld und den vielen Schnittstellen, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 700'000 bis 900'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	2'450'743.60	x		ARGE Marti Gubrist	N01/38 ANU Los 2, Tunnel Gubrist, Neubau, Los 201 HA 3. Röhre Gubrist	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 9. November 2015 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages "ANU Los 201. Bau 3. Röhre Gubristtunnel" auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer gleichartiger Bauleistungen hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrags. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB der ursprünglichen Anbieterin vergeben.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	2'090'039.90	x		Consortium BEFALEM	N09.48 080010 Upn.Vennes - Chexbres +PUN - Travaux principaux de génie civil - TP3.201 / Avenant n° 2	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 02.06.2017 (ID 4555) concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	2'053'918.25	x		ARGE Allmendtunnel	Nachtrag 10 für das Projekt N06.40 EP Thun Nord - Spiez, TP 11 Instandsetzung Allmendtunnel Thun	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 19.06.2015 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	2'024'567.80	x		Implenia Suisse SA	N09.40 080474 Ant.Vallorbe - Essert-Pittet - Travaux de génie-civil T/U et K - sécurisation trafic (étape 2)/ avenant n° 6	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 29.11.2015 concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	1'952'066.80	x		ARGE N4 EP KÜBRU	N04, 080210, EP KÜBRU, EP Küssnacht - Brunnen / Baumeister Abschnitt 2 - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'917'846.25	x		Consorzio IG Nuovo Gottardo	Secondo tubo San Gottardo - PV Bau Pilotprojekt WELK 380 KV für Swissgrid	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Um den Anforderungen zu genügen, wurden Zusatzleistungen erforderlich. Da die Projektierungsarbeiten bei der 2. Röhre vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten mit einer komplexen Koordination bedingen und die Projektierung des WELK 380 kV ein integrierender Bestandteil des Systems der 2. Röhre darstellt, kam nur der bisherige Anbieter in Frage, um die Austauschbarkeit mit schon vorhandenen Dienstleistungen zu gewährleisten.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'809'140.00	x		Groupement COP	170024 EP 6 divers/ 190095 EP 7 Sécurité opérationnelle - OpSi_Elaboration des DS F1 - Participation au collège de pairs	Art. 13 al. 1 let f OMP	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet (170024 EP 6 Divers/ 190095 EP 7 Sécurité opérationnelle) exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Cette validation doit être réalisée rapidement car le projet a subi du retard en raison du disfonctionnement de la Direction de projet. Un mandataire tiers devrait préalablement être impliqué dans le processus de production des DS pour parvenir au même résultat technique, mais le temps pour y parvenir (3'800 heures environ) ainsi que les coûts (700 kCHF HT environ, par rapport à la somme des 4 marchés subséquents pour la création du Collège de pairs [2 Mio.], soit une plus-value de 35%) d'une telle formation seraient inacceptables et disproportionnés.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	1'782'506.60		x	ARGOnet SA	N08.60 090290 EP Interlaken Ost - Brienz, Los E61 Kommunikationsnetz Lieferung, Montage und Inbetriebnahme der Erweiterung der Anbindung an das bestehende Kommunikationsnetz	Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB	Im vorgehenden offenen Verfahren (Ausschreibung simap vom 15.10.2018) sind keine qualifizierten Angebote eingegangen. Die Ausschreibung wurde abgebrochen; der Vertrag wurde freihändig vergeben.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'577'463.00	x		Groupement GTA	N01.08 080166 ENG Suppression goulet d'étr. Crissier - Prestations de BAMO/ avenant n° 3	Art. 13 al. 1 let f OMP	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet (N01.08 080166 ENG suppression goulet d'étr. Crissier) exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Le projet a débuté en 2011 et au lieu de se terminer en 2023, il se terminera en 2031. Depuis 2011, l'adjudicataire initial a acquis une connaissance profonde des enjeux complexes, ainsi que des acteurs et des partenaires impliqués. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte. Un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires estimés à env. 909'000 CHF.
21.3 IKT für die Bestandteile der National-strassen	1'564'392.35		x	Elca informatique SA	LVS Grundwartung, SW-Pflege und Support 2019-2025	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Die Fachanwendung LVS basiert auf ConTracker von der Firma DV Bern. Die Firma DV Bern hat eine exklusive Partnerschaft mit der Firma ELCA AG abgeschlossen, welche befugt ist, diverse Wartungen und SW-Pflge an LVS durchzuführen. Ein Wechsel des Leistungserbringers ist deshalb wegen des geistigen Eigentumgs (Immaterialgüterrecht) nicht möglich.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'511'087.00	x		Consorzio TraCiA EP19, c/o	N2 EP19 Melide-Gentilino, progettazione di attività supplementari	Art. 13 cpv. 1 lit. c OAPub	L'offerente originale ha ricevuto l'aggiudicazione in procedura libera. Si sono manifestate per USTRA prestazioni supplementari per la progettazione puntuale di parti d'opera inizialmente non previste e rilevabili solo dopo approfondito rilevamento dello stato dell'opera. Grazie alle sue approfondite conoscenze tecniche del progetto, l'offerente iniziale offre anche finanziariamente la migliore alternativa. Non vi è pertanto un'adeguata alternativa: un cambiamento di progettista porterebbe a maggiori oneri a livello tecnico, personale, organizzativo e finanziario per un importo di ca. 250'000 CHF, il che non sarebbe sostenibile finanziariamente.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	1'495'120.15	x		ARGE TTS	N03/76 UPlaNS Murg - Walenstadt, Vorarbeiten Signalportale	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenden Grundauftrags auf die mögliche freihändige Vergabe gleichartiger Bauleistungen hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages und dieser wurde aufgrund komplexer Befestigungskonstruktionen während der Arbeitsvorbereitung zwecks Reduktion des Montagerisikos notwendig. Die Anforderung an die Gleichartigkeit ist erfüllt und daher wurde der Nachtrag gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB vergeben.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'292'275.00	x		IG ILBP BSA	N2 Secondo tubo Gottardo	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Im Projekt gab es unvorhergesehene Änderungen, welche Mehrleistungen erforderten. Die Projektierungsarbeiten bei der Erarbeitung des Gesamtkonzepts BSA GTG bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt ausgeführten Arbeiten. Dies umfasst, dass die im Rahmen des AP+ bereits erarbeiteten Konzepte der 2. Röhre auch für die 1. Röhre angewendet werden müssen. Die BSA-Anlagen der 1. und der 2. Röhre sind derart miteinander verknüpft, dass sie als Gesamtsystem Gotthard zu betrachten sind. Aus technischen und organisatorischen Gründen kann die Erstellung des gesamten DP GTG nur durch einen einzigen PV sichergestellt werden, um die Austauschbarkeit mit schon vorhandenen Leistungen zu gewährleisten.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'206'098.40	x		Pöyry Schweiz AG	N01/40 UPlaNS ZH Unterstrass - ZH Ost EHS Sanierung TMIL Phase 2	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Aufgrund der vertieften technischen und projektspezifischen Kenntnisse (Systemzusammenhang) des Anbieters bietet dieser auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Anbieterwechsel hätte weder den durchgehen-den Betrieb noch die Funktionalität der Anlagen sicherstellen können. Unter Berücksichtigung der gesamten Umstände kam nur der bisherige Anbieter in Frage, weshalb eine angemessene Alternative nicht ersichtlich war.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	1'203'856.30	x		Greuter AG	N2 EP04 Airolo-Quinto, fornitura barriere di sicurezza mobili	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	La commessa base è stata fatta in procedura libera. Nel progetto ci sono state delle modifiche imprevedibili che hanno causato prestazioni supplementari. Il n'y a pas d'autre alternative que le prestataire actuel, seul à disposer du savoir-faire permettant l'interchangeabilité avec les prestations déjà fournies. Una mofifica di offerente avrebbe avuto come conseguanza maggiori oneri a livello orhanizzativo e temporale.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'155'936.00		x	Groupement NIP	N01.06 180077 Réf. PS RC de Mely APR et DLT	Art. 13 al. 1 let. d OMP	En raison d'évènements imprévisibles (un état de détérioration mettant en danger la sécurité des usagers) et de l'urgence de l'intervention pour prévenir es accidents (ou écroulement?), il n'a pas été possible de suivre une procédure ouverte ou sélective pour lancer la mise au point

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							des plans nécessaires pour réaliser en toute sécurité les travaux nécessaires. Un projet d'urgence a dû être généré en décembre 2018.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'006'433.20	x		INGE EP Schänzli	N02, 080126, EP SCHÄNZ, EP Schänzli / Phasen: Unterlagen für die Ausführung (51) und Realisierung (52)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. den unterschiedlichsten Schnittstellen zu Drittprojekten und der komplexen Ausgangslage, gibt es keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Planer würde Mehrkosten von 500'000 bis 700'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	967'171.00	x		INGE OBL	080247, Sanierung TMIL	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Zufolge technischer Besonderheiten (Systemzusammenhang und Anlagengarantie) hätte mit einem Anbieterwechsel weder der durchgehende Betrieb noch die Funktionalität der Anlagen sichergestellt werden können. Ein Wechsel des Anbieters hätte zudem zu einer unverhältnismässigen Kostensteigerung geführt. In Würdigung aller Umstände, insbes. aus technischen und wirtschaftlichen Gründen, kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	962'247.10		x	Siemens Schweiz AG	N02, 080008, EP STB, Sanierungstunnel Belchen STB / TP3, Los 11a MS-Anlage	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Nur der bisherige Anbieter des bestehenden Systems kann die Kongruenz der neu zu realisierenden BSA-Ausrüstungen mit dem bestehenden System und die Aufrechterhaltung der Garantieleistungen sicherstellen. Der Wechsel auf ein komplett neues System eines anderen Anbieters würde Mehrkosten in der Höhe von ca. 3 Mio. CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	921'641.00	x		Consorzio IG ILBP BSA	Secondo tubo San Gottardo - PV BSA Pilotprojekt WELK 380 KV für Swissgrid	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Um den Anforderungen zu genügen, wurden Zusatzleistungen erforderlich. Da die Projektierungsarbeiten in Airolo Projekt Secondo Tubo vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten bedingen und die Projektierung des WELK 380 kV mit all seinen Bereichen (Bau, BSA, Umwelt) ein integrierender Bestandteil des Systems der 2. Röhre darstellt, kam aus planerischen und leistungsmässigen Gründen einzig der bisherige Anbieter in Frage, um die Austauschbarkeit mit schon vorhandenen Dienstleistungen zu gewährleisten. Er stellt zugleich wirtschaftlich die beste Alternative dar.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	887'622.55		x	VR AG	N14, 080397, AS Gisikon, Umgestaltung und Erneuerung, BSA Los 4	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Nur der bisherige Anbieter des bestehenden Systems kann die Kongruenz der neu zu realisierenden BSA-Ausrüstungen mit dem bestehenden System und die Aufrechterhaltung der Garantieleistungen sicherstellen. Der Wechsel auf ein komplett neues System eines

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							anderen Anbieters würde Mehrkosten in der Höhe von ca. 5 Mio. CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	879'526.47	x		Comlab AG	N02, 080008, EP STB, Sanierungstunnel Belchen STB / Los 65 Funk- und Einsprechanlage	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Nur der bisherige Anbieter des bestehenden Systems kann die Kongruenz der neu zu realisierenden BSA-Ausrüstungen mit dem bestehenden System und die Aufrechterhaltung der Garantieleistungen sicherstellen. Der Wechsel auf ein komplett neues System eines anderen Anbieters würde Mehrkosten in der Höhe von ca. 2 Mio. CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	876'085.65	x		ARGE GaBu BSA	080086 N04/06, Tunnel Galgenbuck, Neubau, BSA Los 71 Installationen + Kabel	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenden Grundauftrags auf die mögliche freihändige Vergabe gleichartiger Bauleistungen hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages (die neue Bauproduktverordnung hatte enorme Auswirkungen auf die bereits vordefinierten Kabel), womit die Anforderungen an die Gleichartigkeit erfüllt sind und der Nachtrag gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB vergeben wurde. [HINWEIS: Dieser Nachtrag wurde doppelt am 23.04. und 30.04.2019 publiziert. Es betrifft in beiden Fällen denselben Nachtrag mit identischer Vertragssumme und Zuschlagsdatum.]
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	876'085.65	x		ARGE GaBu BSA	080086 N04/06, Tunnel Galgenbuck, Neubau, BSA Los 71 Installationen + Kabel	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenden Grundauftrags auf die mögliche freihändige Vergabe gleichartiger Leistungen hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages (die neue Bauproduktverordnung hatte enorme Auswirkungen auf die bereits vordefinierten Kabel), womit die Anforderungen an die Gleichartigkeit erfüllt sind und der Nachtrag gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB vergeben wurde. [HINWEIS: Dieser Nachtrag wurde doppelt am 23.04. und 30.04.2019 publiziert. Es betrifft in beiden Fällen denselben Nachtrag mit identischer Vertragssumme und Zuschlagsdatum.]
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	862'750.00	x		Jauslin Stebler AG	N02, 080126, EP SCHÄNZL, EP Schänzli / Bauherrenunterstützung - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. den unterschiedlichsten Schnittstellen zu Drittprojekten und der komplexen Ausgangslage, bietet der bisherige Anbieter die einzige angemessene Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 300'000 bis 400'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	675'133.30	x		Consortium Bernex - Ferney p.a. Colas Suisse SA	N01.12 080159 Upn.Bernex - Ferney Lot 7 - Remplacement des revêtements de chaussée Perly-Vernier/ Avenant n° 1	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 15.02.2018 (ID 5041) concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	643'262.60	x		INGE ABBA	Nachtrag 7 N01.24 EP Kirchberg - Kriegstetten, Gesamtplaner MK und MP	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. (spezifische Projektkenntnisse, unüberbrückbare bzw. sinnfreie Schnittstellen), bietet der bisherige Anbieter die einzige angemessene Alternative. Ein Wechsel des Planer würde Mehrkosten von 160'000 bis 200'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.3 IKT für die Bestandteile der National-strasen	620'100.00		x	AdNovum Informatik AG	Wartung / Pflege und Weiterentwicklung der Provisionierungen und Shibboleth und Unterstützung bei der Integration von Fachanwendungen ins eIAM.	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Aufgrund der Vorgaben des ISB ist für ASTRA der Bezug der Identity- und Access-Management (IAM) Dienste beim BIT verbindlich. Dieser Dienst ist in der Bundesverwaltung einheitlich umgesetzt und basiert auf der Produktpalette «Nevis» der Firma AdNovum. Folglich kann nur dieser Anbieter Lösungen in diesem Bereich anbieten.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	553'250.00		x	Ingmatic AG	N02, 080008, EP STB, Sanierungstunnel Belchen STB / Los 12a NS-HV - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Nur der bisherige Anbieter des bestehenden Systems kann die Kongruenz der neu zu realisierenden BSA-Ausrüstungen mit dem bestehenden System und die Aufrechterhaltung der Garantieleistungen sicherstellen und damit die Austauschbarkeit mir schon vorhandenen Leistungen gewährleisten. Der Wechsel auf ein komplett neues System eines anderen Anbieters würde Mehrkosten in der Höhe von ca. 3 Mio. CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	552'900.00	x		Signal AG	080488, F4 Verkehrsmanagement, WTA Grüneck	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenden Grundauftrags auf die mögliche freihändige Vergabe gleichartiger Bauleistungen hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrags und umfasst eine Erweiterung des Leistungsumfangs im Rahmen des TP2a. Die Anforderung an die Gleichartigkeit ist erfüllt und daher wurde der Nachtrag gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB vergeben.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	520'535.00		x	Basler & Hofmann AG	N01/54, 55 UPlaNS SG West - SG Ost, BIM Pilotprojekt Submission und Realisierung	Art. 13 Abs. 1 lit. g VöB	Die Auftraggeberin setzt sich das Ziel, ab 2025 bei allen dafür geeigneten Projekten BIM (Building Information Modeling) einzusetzen. BIM wird im Infrastrukturbau kaum angewendet, weshalb die Auftraggeberin Pilotprojekte initiierte. Der Anbieter hatte das ursprüngliche Projekt (ohne BIM) bis zur Phase Massnahmenprojekt erarbeitet und bei der Erweiterung ihres eigenen Bürogebäudes für die Submission und Realisierung BIM bereits eingesetzt. Vorliegend handelt es sich neuartige Dienstleistungen auf Ersuchen der Auftraggeberin gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. g VöB.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	519'292.30		x	Kästli Bau AG	N06.40 EP Thun Nord - Spiez, Bau der Lärmschutzwand Zollhaus	Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB	Im vorgehenden offenen Verfahren (Ausschreibung simap vom 14.05.2018) sind keine qualifizierten Angebote eingegangen. Die Ausschreibung wurde abgebrochen; der Vertrag wurde freihändig vergeben.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	510'877.25	x		Implenia Suisse SA	N12.80 130066 Réf. Sécurisation Pont sur le Lavapesson - CG.001 - Travaux de génie civil/ avenant n° 1	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 07.07.2017 (ID 4546) concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	505'649.70	x		IG RTH	130075, N01/48-6SP, PV/Ing. Trassee/KuBa (GP)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dieser Nachtrag umfasste Zusatzleistungen für zwei zu untersuchende Varianten CORSO MINI/MIDI im Anschlussbereich Töss auf Stufe GP. Die einzelnen Projektteile liegen im gleichen Perimeter und sind systemtechnisch aufeinander aufgebaut. Aufgrund des engen sachlichen und technischen Zusammenhangs mit dem Grundvertrag sowie des bei einem Anbieterwechsel entstehenden Know-how-Verlusts kam nur der bisherige Anbieter in Frage, weshalb eine angemessene Alternative nicht vorlag.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	502'205.00	x		Studio d'ingegneria G. Dazio & Associati	N2 EP22 Campaccio, progettista tracciato / ambiente / BSA	Art. 13 cpv. 1 lit. c OAPub	L'offerente originale ha ricevuto l'aggiudicazione in procedura libera. Grazie alle sue approfondite conoscenze tecniche del progetto, (in particolare l'integrazione delle nuove necessità del committente per puntuali parti d'opera nella fase di progettazione in corso), l'offerente iniziale presenta anche finanziariamente la migliore alternativa. Non vi è pertanto un'adeguata alternativa: un cambiamento di progettista porterebbe a maggiori oneri a livello tecnico, personale, organizzativo e

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							finanziario per un importo di ca. 100'000 CHF, il che non sarebbe sostenibile finanziariamente.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	500'000.00	x		Ingenieurgemeinschaft AHB	100046, ANU LOS 2, PV Nachtrag 7	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Das fundierte technische und projektspezifische Wissen des Anbieters sowie die damit im Zusammenhang stehenden angeeigneten Kenntnisse sind zentral für eine effiziente Abwicklung des Projekts. Ein Anbieterwechsel hätte zu einem Verlust des Know-how geführt, welches nur mit einem unverhältnismässigen Einsatz an finanziellen Mitteln hätte wiedererlangt werden können. Es kam nur der bisherige Anbieter in Frage und eine angemessene Alternative war daher nicht ersichtlich.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	498'833.10	x		IG BHU Waewo c/o Bänziger Partner AG	080275 N03/56, 60 UPlaNS / PUN Wäd. - Woll. Bauherrenunterstützung	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dieser Nachtrag beinhaltete Mehraufwendungen wegen diverser Projektänderungen. Der bisherige Anbieter kann die Nachtragselemente wegen seiner spezifischen Kenntnisse adäquat und zeitnah bearbeiten. Auch ist er in der Lage die organisatorischen und technischen Aspekte des Projekts einheitlich umsetzen. Dies betrifft insbes. die Zusammenhänge zwischen den Gewerken Trasse, Kunstbauten, BSA und Tunnel. Insgesamt kam nur der bisherige Anbieter in Frage und eine angemessene Alternative war nicht ersichtlich.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	498'615.00	x		Gähler und Partner AG	100138, N01/42 Werkhof Wallisellen, Neubau - Generalplaner, Phase AP bis Inbetriebnahme	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Die im Projekt nötigen Mehrleistungen hatten ihre Ursache in der Projektänderung. Aufgrund der technischen Gegebenheiten des Projekts und unter Berücksichtigung des erworbenen Know-hows erschien nur der bisherige Anbieter in der Lage, die organisatorischen, koordinativen und sicherheitsrelevanten Aspekte einheitlich umsetzen. In der Gesamtbetrachtung kam somit nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	492'903.60	x		IG AeBo/S+P	N02, 120065, EP OT, Erhaltungsprojekt Osttangente Basel / Planerarbeiten Kunstbauten - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. dem komplexen Umfeld und den vielen Schnittstellen, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 200'000 bis 300'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	492'686.00	x		IG Kerenzerberg c/o Pöyry Schweiz AG	N03/70 UPlaNS Weesen - Murg (Kerenzerberg), PV-TP1 (BSA)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Vorliegend wurden wegen unvorhersehbarer Projektänderungen und der damit einhergehenden längeren Planungsphasen sowie der damit zusammenhängenden erheblich komplexeren Projektierung Mehraufwendungen notwendig. Wesentlich angepasst wurden sowohl das Sanierungskonzept als auch der Sanierungsablauf für die Tunnelinstandsetzung. Überdies erfolgte eine Erweiterung des Projektperimeters zur Gewährleistung sicheren Gegenverkehrs. Infolge technischer Besonderheiten und des Verlusts wesentlicher Kenntnisse bei einem Anbieterwechsel, der zu markant höheren Kosten geführt hätte, kam nur der bisherige Anbieter in Frage. Eine angemessene Alternative gab es daher nicht.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	491'750.00	x		IG PEEB c/o F. Preisig AG	080275 N03/56, 60 UPlaNS / PUN Wädenswil - Wollerau PV + BL MK bis IBN	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Infolge der diversen Projektänderungen und Ergänzungen erfolgten Mehr- und Zusatzaufwendungen. Die Einarbeitung des zusätzlichen Perimeters und diverser Kunstbauten sowie der Einbezug der Entwässerung SABA und einer Landschaftsverbindung und das Aufteilen der AP in Ausbau und Unterhalt erforderten spezifisches Wissen und die Berücksichtigung der technischen Besonderheiten, welche nur der bisherige Anbieter adäquat, zeitnah und einheitlich umsetzen kann. Ausserdem hätte ein Anbieterwechsel zu unverhältnismässig hohen finanziellen Kosten geführt. In Würdigung aller Umstände kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	490'583.50	x		IPAmGö c/o	N02, 080362 EP AmGö Ingenieurleistungen NACHTRAG	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. den unterschiedlichsten Schnittstellen zu Drittprojekten und der komplexen Ausgangslage, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 150'000 bis 200'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	485'550.00	x		IG Uels Next	N01/03/07/13 UeLS GE VI, Ablösung der UeLS, N01 PV BSA	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der bisherige Anbieter hatte den Zuschlag im offenen Verfahren erhalten. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich, um die technisch komplexe Aufgabenstellung umzusetzen. Ein Anbieterwechsel hätte zu einer Verdoppelung der zusätzlich erforderlichen Mittel, zu einem bedeutenden Know-how-Verlust mit den damit verbundenen Projektrisiken sowie zu einer zeitlichen Verzögerung geführt. In Würdigung aller Umstände kam vorliegend nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	482'277.70	x		Toneatti AG Bilten	080425, VA Bau: Spritzbeton, Taloschieren, Beschicker und Ankerköpfe	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenden Grundauftrags auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer gleichartiger Bauaufträge hin. Dieser Nachtrag betrifft Zusatz- bzw. Mehrleistungen in direktem Zusammenhang mit den submittierten Erd-, Belags-, und Betonarbeiten und umfasst Positionen wie geänderte Dimensionierung der Nagelwände mit Spritzbeton, Taloschieren der Fundationen, Belagseinbau, Ankerköpfe der BHM. Demnach war die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB dem ursprünglichen Anbieter vergeben.
21.3 IKT für die Bestandteile der National-strassen	464'252.55		x	BSR Automation AG	Fachanwendung VPS	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Die vertieften technischen Besonderheiten des Auftrages und aus Gründen des Schutzes geistigen Eigentums können nur durch diese Anbieterin abgedeckt werde. Ein anderer Anbieter würde Mehrkosten verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre. Aus diesen Gründen gibt es keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	463'905.00	x		Ingenieurgemein schaft Limmattal	120049, N01-36 WEST AS Dietikon - Verzw. Limmattal - Projektierung	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Vorliegend wurden zusätzliche von bereits abschliessend definierten Bauabläufen abhängige Massnahmen erforderlich, wobei aus Gründen der Verkehrsphasenplanung diese nur in den entsprechenden Bauphasen realisiert werden konnten. Hinzu kommt, dass eine Abstimmung und Koordination mit dem bereits vorhandenen Projekt im Detail erforderlich war. Daneben liess sich auch aufgrund der ganzheitlichen Betrachtung keine vernünftige Haftungsabgrenzung vornehmen. Somit kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	462'456.00		x	RBV Verkehrsmanag ement GmbH	N02, 120034, GPS Nord (Kreisel-Passhöhe) Verkehrsmanagement	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Nur der bisherige Anbieter des bestehenden Systems kann die Kongruenz der neu zu realisierenden BSA-Ausrüstungen mit dem bestehenden System und die Aufrechterhaltung der Garantieleistungen sicherstellen. Der Wechsel auf ein komplett neues System eines anderen Anbieters würde Mehrkosten in der Höhe von ca. 2 Mio. CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	462'083.00	x		Inge Awis c/o Amstein + Walthert Progress AG	080275 N03/56, 60 UPlaNS / PUN Wäd. - Woll. PV + BL MK bis IBN für BSA	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Die Projektänderungen und Ergänzungen hatten Mehr- und Zusatzaufwendungen zur Folge. Wegen der organisatorischen, koordinativen und sicherheitsrelevanten Aspekte wie der Einbezug der Verkehrsdaten, die Prüfung der Anschlüsse, das Aufbereiten der Verkehrsdaten UVB und die Lärmberechnung kam nur der ursprüngliche Anbieter in Frage, welcher zugleich die wirtschaftlich beste Alternative darstellt. Nebstdem konnte er eine einheitliche, adäquate und zeitnahe Bearbeitung gewährleisten. Unter Berücksichtigung der gesamten Umstände kam nur der bisherige Anbieter in Frage, weshalb eine angemessene Alternative nicht ersichtlich war.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	447'377.00		x	Groupement TNC	N01.02 080162 Jct. du Grand-Saconnex - Auteur de projet pour les domaines K, T/U et T/G/ avenant n° 2	Art. 13 al. 1 let c OMP	Vu l'indissociabilité des travaux et de la technique, le même mandataire travaillant pour le projet JAG doit également travailler pour le projet Swissgrid (même plan d'exécution, même DLT). Il n'existe pas de solution de rechange adéquate. En cas de changement de prestataire, les pertes de temps et d'argent pour les maîtres d'ouvrage seraient considérables en comparaison avec le montant relativement faible de l'avenant. Dès lors, il n'y avait pas d'alternative adéquate au prestataire initial.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	444'184.05	x		Lombardi SA Ingegneri Consulenti	Ingenieurunterstützung der Schadenwehr Gotthard bei der Behandlung der Gesuche um Sonderbewilligungen für Ausnahmefahrzeuge und -transporte.	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. die Kenntnisse der für die Sonderbewilligungen und Fahrstrecken-abklärungen zu verwendenden spezifischen Datenbanken und Analyse/-Berechnungsprogramme, bot der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Wechsel des Planers hätte Mehrkosten von aufgrund der Erfahrung der Einarbeitungszeit geschätzten 50'000 CHF (mindestens) verursacht, was wirtschaftlich nicht verantwortbar gewesen wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	444'009.85	x		IUB Engineering AG	N02, 080008, EP STB, Sanierungstunnel Belchen STB / Projektierung und Bauleitung Mehraufwendun-gen Phasen 41 - 53	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. dem komplexen Umfeld und den vielen Schnittstellen, bietet der bisherige Anbieter die einzige angemessene Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 200'000 bis 250'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	439'875.00	x		Consorzio NABALER 2016	N2 EP18 Balerna - Progettista tracciato e manufatti	Art. 13 cpv. 1 lit. c OAPub	L'offerente originale ha ricevuto l'aggiudicazione in procedura libera. Grazie alle sue approfondite conoscenze tecniche del progetto (in particolare l'integrazione delle nuove necessità del committente per puntuali parti d'opera nella fase di progettazione in corso), l'offerente iniziale presenta anche finanziariamente la sola adeguata alternativa. Non vi è pertanto un'adeguata alternativa: un cambiamento di progettista porterebbe a maggiori oneri a livello tecnico, personale, organizzativo e finanziario per un importo di ca. 100'000 CHF, il che non sarebbe sostenibile finanziariamente.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	435'878.75	x		Consorzio IG Duo	Secondo tubo San Gottardo - BHU Pilotprojekt WELK 380 KV für Swissgrid	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Infolge von Anpassungen von Anforderungen zu genügen, wurden Zusatzleistungen erforderlich. Da die Projektierungs-arbeiten in Airolo Projekt Secondo Tubo vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten bedingen und die Projektierung des WELK 380 kV mit all seinen Bereichen (Bau, BSA, Umwelt) ein integrierender Bestandteil des Systems der 2. Röhre darstellt, kam aus planerischen und leistungsmässigen Gründen einzig der bisherige Anbieter in Frage, um die Austauschbarkeit mit schon vorhandenen Dienstleistungen zu gewährleisten. Ein Anbieterwechsel hätte Mehrkosten in der Höhe vo. ca. CHF 100'000.- zur Folge, was nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	429'281.40	x		Groupement SNSD Martigny	N09.58 080331 EP Martigny & Environs MP AO RE Mandataires Lot 110 - Avenant 06	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Le soumissionnaire initial a obtenu l'adjudication dans le cadre d'une procédure ouverte. Grâce à sa connaissance technique approfondie du projet, notamment, il n'est pas possible de faire intervenir un tiers pour réaliser ces prestations. Ces prestations sont liées aux prestations exécutées et comprises dans le cahier des charges du mandataire adjudicataire. Un changement de planificateur aurait pour conséquence des coûts supplémentaires allant de 200'000.- à 250'000.- CHF, ce qui ne serait pas justifiable économiquement. Dès lors, le prestataire actuel est la seule solution adéquate.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	415'724.50	x		Implenia Suisse SA	N01.12 080159 Upn.Bernex - Ferney - VoMa Chambres et couvercles - Tunnels Confignon-Vernier et tranchée de Chèvres - Lot 4/ avenant n° 5	Art. 13 al. 1 let h OMP	Dans l'appel d'offres du 27.11.2015 (ID 3661) concernant le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	413'306.00	x		IUB Engineering AG	N06.40 080294 EP Thun Nord - Spiez, Beschaffung PV BSA - Nachtrag 2	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. die bereits fertiggestellte Röhre Rita des Allmendtunnels, bietet der bisherige Anbieter die einzige angemessene Alternative. Einen weiteren Mandatsträger zu beschaffen wäre daher technisch nicht sinnvoll, der Qualität abträglich, aus wirtschaftlicher Sicht unverhältnismässig und würde vor allem auch dazu führen, dass die Termine des Gesamt-projekts TP11 nicht eingehalten werden können. Ein Wechsel des Planer würde Mehrkosten von 150'000 bis 250'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	411'352.00		x	Pöyry Schweiz AG	N06.56 Steg-Hohtenn Tunnel Mittal BSA - PV Mandat mit öBL	Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB	Aufgrund von unvorhersehbaren Ereignissen wurde die Beschaffung so dringlich, dass kein offenes oder selektives Verfahren durchgeführt werden konnte. Es war für das ASTRA nicht vorhersehbar, dass die Lüftung des vom Kanton Wallis zu übernehmenden Tunnels Mittal in einem derart schlechten Zustand ist und damit das Risiko für die Verkehrsteilnehmenden inakzeptabel hoch ist. Der Ersatz der Lüftung wurde daher dringlich, damit das ASTRA die Sicherheit im Tunnel so rasch als möglich gewährleistet kann.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	408'135.00		x	BP Group GmbH	080247, N01-40 EHS, Ein- / Ausschalten Sichttrübung TSCE	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Die Sichttrübungsanlage wird im Auftrag der Gebietseinheit durch den ursprünglichen Anbieter unterhalten. Wegen seines technisch-spezifischen Wissens der betroffenen Systeme und die damit im Zusammenhang stehenden Gewährleistung der Verkehrssicherheit bei möglichen Beeinträchtigungen des Betriebs würde ein Anbieterwechsel zu Lücken bei der Aufrechterhaltung der Verkehrssicherheit führen, was mit Kostensteigerungen verbunden wäre. Unter ganzheitlicher Betrachtung der Umstände kam daher nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	403'113.50		x	ASE (Analysis Simulation Engineering) AG	N01/03/07/13 UeLS GE VI, Ablösung der UeLS BSA Engineeringtool UeLS GE VI	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter, welcher Urheber des Quellcodes ist, entwickelte ein Tool, das bereit bei der Auftraggeberin zum Einsatz kommt. Dieses soll weiterentwickelt und auf weitere Gebiete der Auftraggeberin ausgedehnt werden. Dabei ist eine Erweiterung im Zusammenhang mit neuen Vorgaben erforderlich, wobei die Schnittstelle FA BSAS gewährleistet wird. Eine Neuentwicklung eines gleichwertigen Tools würde ca. die doppelten Investitionskosten kosten und würde grössere systeminhärente Risiken mit sich bringen. In Würdigung aller Umstände, insbes. aus technischen und urheberrechtlichen Gründen, kam daher nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	393'000.00		x	Sopra Steria SA	N01.10 140058 BSA remplacement caméras N01 Intégration IVI/ED dans GG UT II VD	Art. 13 al. 1 let c OMP	Seul ce soumissionnaire peut effectuer les modifications requises sur l'infrastructure de l'UeLS UTII-VD. En effet, la partie Software est propriété de l'entreprise qui a exécuté l'installation de ce système UeLS UTII-VD. Grâce à sa connaissance technique approfondie du projet, il offre également la meilleure solution en termes économiques. Un changement de soumissionnaire aurait pour conséquence des coûts supplémentaires allant jusqu'à 15'000'000.- CHF, ce qui ne serait pas justifiable économiquement. Il n'y a dès lors pas d'alternative adéquate au prestataire actuel.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	375'508.00	x		Telematix AG	N02, 080008, EP STB, Sanierungstunnel Belchen STB / Los 67 NT-Anlage	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt gab es unvorhergesehene Änderungen, welche Mehrleistungen erfordern. Die Projektierungsarbeiten im Sanierungstunnel Belchen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Instandsetzungsarbeiten sind anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter erarbeitet werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine Alternative dazu. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf ca. > CHF 0.2 Mio. geschätzt.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	374'893.40		x	audio-video g+m s.a	N02, 160073, VTV SBT, Ersatz Kameras Verkehrsfernsehen	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Nur der bisherige Anbieter des bestehenden Systems kann die Kongruenz der neu zu realisierenden BSA-Ausrüstungen mit dem bestehenden System und die Aufrechterhaltung der Garantieleistungen sicherstellen. Der Wechsel auf ein komplett neues System eines anderen Anbieters würde Mehrkosten in der Höhe von ca. 2 Mio. CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	371'402.05	x		Gähler und Partner AG	Werkhof Mels, Thal, Oberbüren Instandsetzung	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Im Projekt wurden im Rahmen der vertieften Planung erforderliche Mehrleistungen festgestellt wie Sanierungsmassnahmen und Gefahrenstoffuntersuchungen. Zudem entstanden weitere Koordinations- und Projektabstimmungsarbeiten. Ein Anbieterwechsel hätte zu Mehrkosten von ca. CHF 40'000 und zu einem bedeutenden Know-how-Verlust geführt, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre. Es kam daher nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	370'197.15		x	Telematix AG	N16.14 08019 - Upn.Tavannes - Bözingenfeld - Assainissement bornes SOS	Art. 13 al. 1 let c OMP	Le soumissionnaire initial a obtenu l'adjudication dans le cadre d'une procédure ouverte. Grâce à sa connaissance technique approfondie du projet, notamment sa connaissance des particularités techniques du système en raison de son rôle prépondérant dans la conception du système. L'ENT offre également la meilleure solution en termes économiques. Un changement de planificateur aurait pour conséquence

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							des coûts supplémentaires de plus de 200%, ce qui ne serait pas justifiable économiquement.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	365'019.00		x	GIWA Security AG	N04, 190069, N4 GU 2019, NG-Axen Gumpischtal Blockschlag 2019 / Verkehrsdienst Phase 2	Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB	Aufgrund von unvorhergesehen Ereignissen und der Dringlichkeit des Projektes konnte kein offenes oder selektives Verfahren durchgeführt werden. Das Steinschlagereignis an der Axenstrasse erforderte dringende Verkehrsdienst-Massnahmen, um die Sicherheit der Verkehrsteilnehmenden garantieren zu können.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	364'348.80		x	IUB Engineering AG	Zusatzleistungen Bauherrenunterstützung für das Projekt NEB 2020	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Bedingt durch den erweiterten Kreis der Projektmitarbeitenden sowie neuen Anforderungen, wie in den letzten Jahren in Kraft getretene Gesetze und damit bedingte neue Fragestellungen zu den Details der Streckenübernahme, wurde eine Überarbeitung oder Neuerstellung von diversen Grundlagen notwendig. Die Austauschbarkeit der Leistungen kann wegen technischen Kenntissen und Einzeilheiten des Vorhabens nur durch den ursprünglichen Anbieter geleistet werden. Es gibt keine andere Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	359'680.00	x		AF TOSCANO AG	080425, N01-42-2 PV/Ing. BSA Packet B, SiG-STNET (Bau-IBN)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Aufgrund der technischen Besonderheit des Auftrags und der Projektteile, die im gleichen Perimeter systemtechnisch aufeinander aufbauen und sich ergänzen, hätte ein Anbieterwechsel zu erheblichen Kostensteigerungen geführt. Diese Kosten waren im Verhältnis zur Erreichung des Beschaffungsziels unangemessen. Im Ergebnis gab es keine angemessene Alternative, womit nur der bisherige Anbieter in Frage kam.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	349'547.38	x		ARGE Signale GE VIII	F3, 100128, VM-KONZEPT, VM Konzept GE VIII (BSA Ausrüstung) / Lieferung und Montage Wechselwegweiser (WWW) Signale Verzweigung Härkingen - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungs-positionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	348'482.51		x	Walter AG Signaltechnik und Verkehrsreg	N02, 120065, EP OT, Erhaltungsprojekt Osttangente Basel / Erneuerung Signalisation Zollanlage Rheinfelden - Signalisation	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Nur der bisherige Anbieter des bestehenden Systems kann die Kongruenz der neu zu realisierenden BSA-Ausrüstungen mit dem bestehenden System und die Aufrechterhaltung der Garantieleistungen sicherstellen. Der Wechsel auf ein komplett neues System eines anderen Anbieters würde Mehrkosten in der Höhe von ca. 5 Mio. CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
					Wechselwegweisung (WWW)		
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	342'750.00		x	Alpin Technik und Ingenieurservice GmbH	N00.F2 Erhaltungsplanung 2017ff - P1011 - Seiluntersuchung	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Das Projekt wurde freihändig vergeben, da die notwendigen technischen Kenntnisse und Voraussetzungen im europäischen Markt nur die beauftrage Unternehmung mit sich bringt. Die vertieften technischen Kenntnisse, insb. Untersuchungen der Seile mit speziell angepassten Robotern, anspruchsvollen Bildauswertungen und invasiven Techniken können nur durch diese Anbieterin abgedeckt werden.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	330'000.00	x		Ingenieurgemeinschaft AHB	100046, ANU LOS 2, PV Los 2 Nachtrag 6	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. dem komplexen Umfeld und den vielen Schnittstellen, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre. Deshalb gibt es ausser dem ursprünglichen Anbieter keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	326'630.00	x		IG Gubrist Plus	N01/38 ANU Los 2, Tunnel Gubrist, Neubau, Los 261 NT1 öBL Vortrieb	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. dem komplexen Umfeld und den vielen Schnittstellen, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Zudem blieben die personelle Kontinuität und das Projekt- und Werkvertragswissen erhalten. Ein Anbieter hätte Mehrkosten verursacht, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre. Deshalb gibt es ausser dem ursprünglichen Anbieter keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	320'006.86	x		IG AWHDZ	N04/06, 08, Tunnel Cholfirst/Fäsenstaub, Er. BSA, PV MP bis IBN	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Aufgrund der mit einem Anbieterwechsel verbundenen Sicherheitsrisiken, welche bei Störungen der laufenden bzw. sich in der Testphase befindenden technischen BSA-Anlagen entstehen würden, kam nur der bisherige Anbieter in Frage. Zudem hätte ein Wechsel des Anbieters zu einer unverhältnismässigen Kostensteigerung geführt. Aus technischen und wirtschaftlichen Gründen kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	315'997.75	x		Consorzio TIGRI	N13 Tunnel San Bernardino - progettazione e DLT/DLL BSA	Art. 13 cpv. 1 lit. c OAPub	L'offerente originale ha ricevuto l'aggiudicazione in procedura libera. Grazie alle sue approfondite conoscenze tecniche del progetto, (in particolare l'integrazione delle nuove necessità del committente per puntuali parti d'opera nella fase di progettazione in corso), l'offerente iniziale presenta anche finanziariamente la migliore alternativa. Non vi è pertanto un'adeguata alternativa: un cambiamento di progettista

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							porterebbe a maggiori oneri a livello tecnico, personale, organizzativo e finanziario per un importo di ca. 50'000 CHF.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	305'850.00	x		Pöyry Schweiz AG	N02, 100054, Bypass LU, PV Umwelt NACHTRAG	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. dem komplexen Umfeld und den vielen Schnittstellen, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 100'000 bis 200'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	303'940.00	x		Groupement GIBS	170024 EP 6 - OpSi_Elaboration des DS F1_mandataires à la production - Lot 3 (ID 6211)	Art. 13 al. 1 let f OMP	Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet (170024 EP 6 Divers) exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Il n'existe pas sur le marché actuel d'autre(s) acteur(s) ayant les compétences suffisantes et immédiates pour exécuter les prestations requises. Les compétences sont spécifiques et limitées à ceux qui ont déjà réalisé, participé (ou ont été fortement impliqué) à la réalisation de dossiers de sécurité. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte. Un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires inacceptables et disproportionnés.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	303'820.15		x	Ingenieurgemein schaft AHB	100046, ANU LOS 2, Unterstützung der Oberbauleitung beim Vortrieb AMG	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Nach dem Kalottenvortrieb der Startstrecke gab es Unstimmigkeiten hinsichtlich der weiteren Vorgehensweise, weshalb Zusatzleistungen erforderlich waren. Da das Projekt nur mit technischen und projektspezifischen Kenntnisse im Bereich der Planung und Projektierung umgesetzt werden kann, über die der bisherige Anbieter verfügt, kam nur dieser in Frage. Zudem erarbeitete er bereits für das Projekt zentrale Unterlagen. Mit seinem fundierten Know-how hätte ein Anbieterwechsel zu unverhältnismässigen Kosten geführt, weshalb es letztlich keine angemessene Alternative gab.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	303'717.05	x		GVH Tramelan SA	N00.F2 EP 2017 - 2021 - Ponts sur le Rhône à St. Maurice - renforcements / specialiste national - Avenant 1	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. grosses Spezialwissen, welches für den komplexen Auftrag unerlässlich und untrennbar an der beauftragen Person anhaftet, bietet der bisherige Anbieter wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Anbieterwechsel könnte zu einer Fehleinschätzung des Handlungsbedarfs führen. Die damit verbundenen Mehrkosten wären wirtschaftlich nicht verantwortbar, da diese ein Mehrfaches des Auftragsvolumens betragen könnten.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	303'334.50		x	Hydrojet AG	N02, 090092, HAGAUG ÜMA, Hagnau - Augst ÜMA/VOMA/SOMA / SoMa UNF SBB Industriegleise unter Salinenstrasse AS Pratteln (Objekt-Nr. 2.050) - Baumeister	Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB	Die UNF SBB Industriegleise unter Salinenstrasse AS Pratteln liegt auf einer Ausnahmtransportroute, auf welche Ausnahmetransporte bis zum Typ I fahren dürfen. Diese Route ist die einzige in der Region, auf welcher so schwere Transporte fahren können. Damit ist sie unter anderem für Zu- und Wegfahrten zu den Basler Rheinhäfen von sehr grosser Bedeutung. Im Rahmen der Erarbeitung des globalen Erhaltungskonzeptes im Projekt 8S HAG AUG wurden grosse statische Defizite erkannt. Die Tragsicherheit für Ausnahmetransporte Typ I und II konnte nicht nachgewiesen werden. Bei den periodisch durchgeführten Inspektionen in den vergangenen Jahren konnten diese Defizite nicht erkannt werden, da keine Schäden sichtbar sind. Deshalb sind die Schäden als unvorhergesehene Ereignisse zu verstehen. Wegen der Dringlichkeit konnte kein offenes oder selektives Verfahren durchgeführt werden, weshalb der Bauauftrag freihändig vergeben wurde.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	282'390.00	x		IG EBA	Nachtrag 3 für das Projekt N01.22-004 PEB Wankdorf - Schönbühl 8-Spur - PV Bau + BSA	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. (vertiefte Kenntnisse im Projekt, Kenntnis der Komplexität der Verkehrsphasen), bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Bei einem Anbieterwechsel liesse sich ein vollstän-diger Know-how-Transfer nicht sicherstellen, abgesehen davon, dass sich eine neue beauftragte Person über lange Zeit einarbeiten müsste, was zu grossen zeitlichen Verzögerungen und unverhältnismässigen Mehrkosten führen würde. Ein Wechsel des Planer würde Mehrkosten von 120'000 bis 180'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	280'000.00	x		Pöyry Schweiz AG	N02, 100054 Bypass LU, Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. dem komplexen Umfeld und den vielen Schnittstellen, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 100'000 bis 200'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	277'698.00	x		Pöyry Schweiz AG	080247, N01-40 EHS, NO Neuausschreibung BSA Los 3	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Dank der vertieften technischen und projektspezifischen Kenntnisse (Systemzusammenhang) des Anbieters bietet dieser auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Anbieterwechsel hätte weder den durchgehenden Betrieb noch die Funktionalität und Sicherheit der Anlagen sicherstellen können. Unter Berücksichtigung der gesamten Umstände kam nur der bisherige Anbieter in Frage, weshalb es keine angemessene Alternative gab.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	276'942.00		x	Scherler AG	N02, 120065, EP OT, Erhaltungsprojekt Osttangente Basel / Ingenieurleistung BSA - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. dem komplexen Umfeld und den vielen Schnittstellen, bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 50'000 bis 100'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	272'691.00		x	Association sd-lo	N01.06 180077 Réf. PS RC de Mély BAMO - DGT pour la réfection du PS RC de Mély	Art. 13 al. 1 let. d OMP	En raison d'évènements imprévisibles (apparence soudaine de risque pour les usages des RN) et de l'urgence du projet découlant des risques encourus, il n'a pas été possible de suivre une procédure ouverte ou sélective. Un projet d'urgence a dû être généré en décembre 2018.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	269'800.00	x		Consorzio DLL Mendrisio	N2 EP26 Svincolo di Mendrisio, Direzione locale dei lavori	Art. 13 cpv. 1 lit. c OAPub	L'offerente originale ha ricevuto l'aggiudicazione in procedura libera. Grazie alle sue approfondite conoscenze tecniche del progetto (in particolare conosce approfonditamente le peculiari e inscindibili interfacce esecutive che portano ad un'ottimizzazione dei tempi procedurali e progettuali), l'offerente iniziale presenta anche finanziariamente la migliore alternativa. Non vi è pertanto un'adeguata alternativa: un cambiamento di offerente porterebbe a maggiori oneri a livello tecnico, personale, organizzativo e finanziario per un importo di ca. 50'000 CHF.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	260'000.00		x	Autcomp AG	N13 LKW Rückhaltеareal Unterrealta	Art. 13 cpv. 1 lit. c OAPub	Der ursprüngliche Anbieter hatte das bestehende Leitssystem und die dazugehörende Software erstellt. Der Nachtrag beinhaltet eine Erweiterung der bereits vorhandenen Automation. Dabei soll systemtechnische Anpassungen vorgenommen und eine Softwareerweiterung in das bestehende System integriert werden. Ein Anbieterwechsel hätte Zusatzkosten verursacht, was nicht verantwortbar wäre. In Würdigung der gesamten Umstände, insbes. aus technischen, urheberrechtlichen und wirtschaftlichen Gründen, kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	257'437.50		x	Rhyner Baumanagemen t AG	100132 N03/68, Werkhof Biäsche, Instandsetzung, Bauleitung	Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB	Die Bauleitungsarbeiten wurden im offenen Verfahren ausgeschrieben, jedoch wurde die einzig eingegangene Offerte aus formellen Gründen ausgeschlossen, womit kein gültiges Angebot mehr vorlag. Nach der Bereinigung der vorhandenen formellen Mängel wurde der Auftrag an diesen einzigen Anbieter freihändig vergeben.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	253'107.80		x	Ticos E&S AG	070191 N03/70 UPlaNS Weesen - Murg (Kerenzerberg), BSA Leittechnik prov. Längslüftung	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der Anbieter hatte in den Jahren 2010-2012 die damalige Leittechnik der Fahrraumlüftung vollständig erneuert. In Bezug auf die dem Projekt inhärenden Schnittstellen, die Abhängigkeiten zu bestehenden Anlagen sowie die Minimierung von Realisierungsrisiken für die bestehende Steuerung kam eine Vergabe an einen anderen Anbieter nicht in Frage, zumal der bisherige Anbieter über den Softwarequellcode verfügte. Aus technischen und urheberrechtlichen Gründen gab es keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	251'560.00		x	Niederegger AG Bauingenieure ETH/SIA	F4 Anprallschutz Tunnelnischen, PV	Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB	In Anbetracht zweier Unfallereignisse (Nov. 2018 und Jan. 2019) wurden die in diesem Zusammenhang stehenden Bauwerke als besonders gefährlich eingestuft. Mit Blick auf diese Erkenntnis wäre eine Vergabe im offenen Verfahren aus zeitlicher Sicht nicht zu verantworten gewesen. Diese besondere Situation erforderte sofortige Massnahmen zum Schutz der Verkehrsteilnehmenden, die nur gestützt auf eine freihändige Vergabe sichergestellt werden konnten. Sämtliche Tunnelnischen wurden nach den anerkannten Regeln der Baukunde erstellt, weshalb eine Häufung des Unfallereignisses durch die Vergabestelle nicht vorausgesehen werden konnte.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	250'975.85	x		HBI Haerter AG	N01/40 UPlaNS ZH Unterstrass - ZH Ost EHS, Sanierung TMIL Phase 2	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der Milchbuck, Schöneich und die Einhausung Schwamendingen (EHS) liegen - noch getrennt durch zwei offene Streckenabschnitte - direkt nebeneinander. Diese wurden zuerst als separate Bauwerke behandelt, jedoch ist es aus system-, verkehrs- und sicherheitstechnischen Gründen notwendig, diese inskünftig als ein Gesamttunnelsystem mit abgestimmten Lüftungsanlagen sowie Betriebs- und Sicherheitsausrüstungen zu betrachten. Mit einem Anbieterwechsel hätte weder der durchgehende Betrieb noch die Funktionalität und Sicherheit der Anlagen sichergestellt werden können. Unter Würdigung aller Umstände kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	247'320.00	x		AWK Group AG	N02, 160031, 8S HAG AUG, Hagnau - Augst 8-Streifenausbau / Projektverfasser BSA - Nachtrag	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. den unterschiedlichsten Schnittstellen zu Drittprojekten und der komplexen Ausgangslage, bietet der bisherige Anbieter die einzige Lösung, es gibt keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 100'000 bis 150'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	233'925.00	x		Ingenieurgemeinschaft LB	N08.56 UeMa EP Interlaken West - Ost, PV Bau & BSA Nachtrag 2	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes (insb. technische Besonderheiten der zusätzlichen Mittelstreifen-überfahrt, inkl. der dadurch notwendigen Signalportale sowie Anpassung Einfahrt Gunten stehen in direkter Verknüpfung zum Grundauftrag und können nicht abgekoppelt werden), bietet der bisherige Anbieter die einzige Lösung, es gibt keine angemessene Alternative. Ein Anbieter-wechsel würde zu Know-how- und Zeitverlust sowie zu erhöhtem Koordinationsaufwand und erheblichen Mehrkosten führen. Ein Anbieterwechsel würde Mehrkosten von 100'000 bis 200'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	232'673.50	x		Consorzio DaPi	N2 EP22 Campaccio, progettista manufatti	Art. 13 cpv. 1 lit. c OAPub	L'offerente originale ha ricevuto l'aggiudicazione in procedura libera. Grazie alle sue approfondite conoscenze tecniche del progetto, (in particolare l'integrazione delle nuove necessità del committente per puntuali parti d'opera nella fase di progettazione in corso), l'offerente iniziale presenta anche finanziariamente la migliore alternativa. Non vi è pertanto un'adeguata alternativa: un cambiamento di progettista porterebbe a maggiori oneri a livello tecnico, personale, organizzativo e finanziario per un importo di ca. 50'000 CHF.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	225'600.00		x	Remtec AG	070191 N03/70 UPlaNS Weesen - Murg (Kerenzerberg), BSA Leittechnik UelS	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Er erstellte damals im Auftrag des TBA Glarus das bestehende übergeordnete Leitsystem, das Stör- und Meldesystem, die Beleuchtungssteuerung und die Individualsoftware (Quellcode). Der bisherige Anbieter verfügte über fundierte Kenntnisse projektspezifischer und technischer Natur, weshalb er einzig die notwendigen Anpassungen an den bestehenden Steuerungen unter Berücksichtigung der Gewährleistung der permanenten Anlageverfügbarkeit bei laufendem Betrieb vornehmen konnte. In Würdigung aller Umstände, insbes. aus technischen und urheberrechtlichen Gründen, kam daher nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.3 IKT für die Bestandteile der National-strassen	206'215.40		x	Unit Solutions AG	Projekt Migration MISTRA (Integration von Fachanwendungen in eIAM) Lose 1 und 2 für die Fachanwendungen: - Kunstbauten (KUBA) - Langsamverkehr (LV)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Im Rahmen des Projektes Migration MISTRA werden Fachanwendungen in den Standardservice des ISB für Identity & Access Management (eIAM) integriert. Deshalb sind Anpassungen der Fachanwendungen erforderlich. Diese Anpassungen kann nur der jeweilige Lieferant erbringen, in diesem Fall die Firma Unit Solutions und Fachapplikationen KUBA und LV.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	203'795.50	x		ARGE ABC	080425, N01-42-2, BSA Packet A (EV-KAB)-3. No	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenden Grundauftrags auf die mögliche freihändige Vergabe gleichartiger Bauleistungen hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrags. Die Anforderung an die Gleichartigkeit ist erfüllt und daher wurde der Nachtrag gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB vergeben.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	200'000.00		x	Siemens Mobility SA	N01.02 08016 Jct. du Grand-Saconnex - Modification signalisation lumineuse pendant chantier (ID 5955)	Art. 13 al. 1 let c OMP	En raison d'un système propriétaire de contrôleur de feux développé par l'entreprise Siemens, seule cette entreprise a la maîtrise et a le droit de la modifier. Si la modification du système existant est faite par une autre entreprise, celle-ci devrait apprendre la technique et le software employé ce qui peut prendre des mois. Le coût disproportionné et l'effort nécessaire à l'apprentissage du système serait prohibitif (plus élevé) en regard de la modification à accomplir qui reste relativement simple.
21.1 Bauten Nationalstras-sen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	194'151.00	x		AF Toscano AG	N09.52 100020 Ant. Montreux - Roche - Prestations mandataire pour l'étude et la réalisation de l'assainissement de murs de soutènement / Avenant no4	Art. 13 al. 1 let f OMP	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet (N09.52 100020 Ant. Montreux - Roche) exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. La planification de la filiale a dû être changée de manière imprévisible et a imposé la réalisation des travaux en trois ans au lien d'une année. Seule la DLT actuelle a le suivi des métrés de ces murs ainsi que le suivi du calendrier des entreprises et le contrôle des rendements effectifs. Elle est donc la seule capable de finaliser les métrés et surtout de traiter les offres complémentaires déposées par l'entreprise. De même pour les plans d'armature pour les travaux de la dernière année, seule la DLT actuelle qui a établi les plans des premières étapes de construction est en position de finaliser les plans pour les dernières étapes qui sont basées aux mêmes calculs statiques que les premières étapes. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte.
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	162'008.25		x	Sunrise Communications AG	N99.99 090169 Réf.Réseaux FO+RCOM F1 - Mise à niveau PABX JU	Art. 13 al. 1 let c OMP	Seule l'ENT a les compétences techniques pour modifier le réseau actuel des PABX qui gèrent les appels SOS de l'A16 sur le territoire Jurassien. Lié au démantèlement du réseau ATM des RN de l'UT IX, les PABX existants sont migrés depuis le réseau ATM vers le réseau Gigabit. De plus, l'ENT est propriétaire de la partie Software et a exécuté l'installation de ce réseau de téléphonie. L'ENT offre également la meilleure solution en termes économiques. Un changement de soumissionnaire aurait pour conséquence des coûts supplémentaires allant jusqu'à 1'100'000.- CHF, ce qui ne serait pas justifiable économiquement.

Sur quoi poraient les acquisitions ? cat. 21.1 à 21.4	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauten Nationalstras-sen, Bauleistungen inkl. Honorare	77'662.00	x		Ingegna SA	N02, 090202 Effigo-Tec, Ph.3	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes, insb. dem komplexen Umfeld und den vielen Schnittstellen, bietet der bisherige Anbieter die einzige Lösung, es gibt keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 700'000 bis 900'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.3 IKT für die Bestandteile der National-strassen	Ohne Angabe gemäss Art. 23 Abs. 3 Lit. b BöB	x		Trivadis AG	ASTRA Data Warehouse Los 2 - Backend Wartung und Entwicklung	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Le projet « Verknüpfte Auswertungen (VA) » exige une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Il faut en effet savoir qu'il n'existe pas de solution clef-en-main de DWH sur le marché. La solution actuelle a été développée pour les besoins particuliers de l'OFROU. Elle consiste en un patchwork de technologies et de connaissances métier spécifiques. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte. Un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires estimés à env. 250'000 CHF.
21.3 IKT für die Bestandteile der National-strassen	Ohne Angabe gemäss Art. 23 Abs. 3 Lit. b BöB	x		IT-Logix AG	ASTRA Data Warehouse Los 6 – DWH/BI Wartungs- und Projektleitung	Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Le soumissionnaire initial a obtenu l'adjudication dans le cadre d'une procédure ouverte. Grâce à sa connaissance technique approfondie du projet, notamment il faut savoir qu'il n'existe pas de solution clef-en-main de DWH sur le marché. La solution actuelle a été développée pour les besoins particuliers de l'OFROU. Elle consiste en un patchwork de technologies et de connaissances métier spécifiques. Le soumissionnaire actuel n'a pas de droits de propriété intellectuelle sur le code-source, mais il offre la meilleure solution en termes économiques. Un changement de planificateur aurait pour conséquence des coûts supplémentaires allant de 200'000 à 250'000 CHF, ce qui ne serait pas justifiable économiquement.

Procédures de gré à gré de l'OFROU dans d'autre catégories d'achats et ayant dépassé la valeur seuil du 01.01.2019 au 31.12.2019 (selon publication dans Simap)

Sur quoi poraient les acquisitions ?	Montant en CHF excl. TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
18.1 Allg. Beratungsleistung für den spezifischen Fachbereich eines Amtes und Honorare	434'000.00		x	Schweizerische Vereinigung der Verkehrsingenieure und Verkehrsexperten	Führung der Arbeitsgruppe Verkehrsplanung und -technik für die Jahre 2020-2024	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Die SVI ist seit Jahren in der Forschung tätig. Sie verfügt sowohl für die Arbeitsgruppe Verkehrsplanung und -technik über die nötigen Milizorgane wie auch über das umfassende Know-how (Bspw. Autonomes Fahren, Mobility as a Service, Sharing, Verkehrsverhalten, Verkehrssicherheit, Fuss- und Veloverkehr, Verkehrsmodelle, Verkehrsmodellierungen). Sie kann somit die Leitung und die Organisation der AG Verkehrsplanung und -technik als spezialisierter Verein selbständig wahrnehmen. Im Verkehrsingenieurwesen gibt es neben der SVI keine weitere Organisation, die deren Arbeiten übernehmen könnte.
18.12 Diverse Dienstleistungen für die öffentliche Verwaltung	427'112.35		x	AIPCR National Komitee Schweiz	Geschäftsstelle und Sekretariat AIPCR Schweiz 2020-2023	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Zentrale Funktion des vorliegenden Mandates sind der Wissenstransfer und die inhaltliche Abstimmung der bezeichneten Vertreter der Schweiz in den technischen Komitees des Weltstrassenverbandes mit den jeweiligen Fachexperten in der Schweiz. Damit soll einerseits sichergestellt werden, dass die Vertreter der Schweiz in den ausländischen Gremien fachlich konsolidierte Positionen vertreten, und andererseits soll sichergestellt werden, dass die Erkenntnisse aus dem Ausland direkt in die Fach- und die Normierungsaufgaben der Experten in der Schweiz einfliessen. AIPCR ist das einzige Gremium, welche das für die zu erlegidenten Missionen nötige Fachwissen und Netzwerk hat. Es gibt keine angemessene Alternative dazu.